

Horizons et débats

AZA
8044 Zürich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Intégration européenne (1^{re} partie)

La «méthode Monnet», une clé pour comprendre la crise de l'euro

par Werner Wüthrich, docteur ès sciences politiques, Zurich

On peut lire aujourd'hui d'innombrables articles dont les auteurs tentent d'expliquer la crise de l'euro. Cependant, beaucoup de choses restent dans l'ombre. En particulier, on ne sait toujours pas comment on a pu en arriver là. L'article qui suit tente de donner une réponse en remontant aux origines, aux sanctuaires de l'UE, d'après la devise: «back to the roots». La Suisse, bien que n'appartenant pas à l'UE, y joue un rôle particulier.

Chaque pays a ses sanctuaires et ses symboles: pour la Suisse, c'est le Grütli et le Pacte fédéral, pour la France, c'est le Panthéon où des personnalités d'importance nationale ont trouvé leur dernier repos, etc. L'UE aussi a ses sanctuaires. Probablement que peu de personnes savent que ces sanctuaires ne se trouvent pas à Bruxelles, mais dans un pays non membre, la Suisse, où ils sont bien gardés et protégés.

Jean Monnet a sans aucun doute marqué de façon essentielle l'histoire européenne de l'après-guerre. Il développa en 1950 l'idée de la Communauté du charbon et de l'acier, précurseur de la CEE et de la future UE. Les pays d'Europe occidentale devaient gérer ensemble leur industrie du charbon et de l'acier. Cependant l'objectif principal poursuivi par Monnet était les «Etats-Unis d'Europe» sur le modèle américain. Il élaborait ce projet au printemps 1950 en neuf ébauches qu'il présenta à Robert Schumann, ministre français des Affaires étrangères de l'époque. Celui-ci en discuta avec son gouvernement et avec le Chancelier fédéral allemand Adenauer. Au soir du 9 mai 1950, Schumann le rendit public. C'est à peu près ainsi que com-

«Jean Monnet n'avait pas seulement établi des réseaux en Europe mais surtout aux Etats-Unis, principalement dans les milieux financiers et politiques. Grâce à ces contacts, les Etats-Unis, fidèles à la «méthode Monnet», ont influencé, voire dirigé l'intégration européenne. Monnet avait vécu aux Etats-Unis pendant plusieurs décennies; il avait été vice-président d'une grande banque et avait été lui-même propriétaire d'une banque. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il avait joué un rôle capital dans l'économie de guerre américaine et il fut l'ami intime du futur Secrétaire d'Etat américain John Foster Dulles. En d'autres termes, Monnet fut aussi un instrument de la politique extérieure des Etats-Unis.»

mença l'histoire de l'actuelle UE. Depuis lors, le 9 mai, on célèbre dans de nombreux pays la «journée de l'Europe». En 1952, Jean Monnet fut nommé premier chef de la «Haute Autorité» de la Communauté du charbon et de l'acier, dont le siège était au Luxembourg. En 1955 déjà, il quitta ce poste pour poursuivre son véritable objectif, la création des Etats-Unis d'Europe. Cette année-là, il fonda un Comité d'action pour gagner à sa cause de nombreux représentants des partis politiques et des syndicats des six pays de la Communauté du charbon et de l'acier.

Quelques jours avant la signature du Traité de Rome, le 15 mars 1957, Jean Monnet vint en Suisse et y installa un bureau pour son Comité d'action pour les Etats-unis d'Europe fondé juste avant à Lausanne. Peu après, on y ajouta un Centre de documentation.

C'est là que sont déposés tous les projets et documents fondateurs de la Communauté du charbon et de l'acier, de la CEE, future Union européenne, avec ses différents traités. En 1957, Jean Monnet fonda à Lausanne une société à laquelle il confia l'administration de son Comité d'action. La Fondation Ford, aux Etats-Unis, rendit possible la création d'un Centre de recherches européennes, et l'université de Lausanne créa la première chaire Monnet de l'intégration européenne occupée jusqu'aux années 1990 par son ami intime, le professeur Henri Rieben. A l'heure actuelle, il existe environ 200 chaires comparables dans les universités européennes. A Lausanne, d'innombrables étudiants venant de Suisse et de l'étranger, ont été initiés à «l'esprit Monnet». L'un des étudiants les plus célèbres en a été le futur conseiller fédé-

ral Jean-Pascal Delamuraz qui rapprocha la Suisse de l'UE comme personne ne l'a fait avant ou après lui.

Jean Monnet venait souvent en Suisse. En 1978, peu avant son décès, il créa la «Fondation Jean Monnet pour l'Europe». Le capital important de cette Fondation consiste – outre le grand nombre de documents d'archives – en un vaste réseau de relations. Plus de 300 personnalités de toute l'Europe, dont beaucoup d'hommes politiques et de hauts fonctionnaires, sont membres du Conseil d'administration de la Fondation. Le président actuel est l'ancien président du Parlement européen José Maria Gil-Robles. En font partie aussi des hommes politiques et des économistes suisses. Le Vice-président est le Suisse Jakob Kellenberger, qui, en tant que secrétaire d'Etat, mena les négociations des Bilatérales I et fut nommé par la suite président de la Croix-Rouge internationale. L'économiste et journaliste bien connu Stephane Garelli, qui a été pendant de longues années directeur général du Forum économique mondial, est membre du Comité directeur.

Chaque année, la Fondation décerne une médaille d'honneur à des personnalités de toute l'Europe qui se sont investies en faveur de l'objectif de la Fondation, les «Etats-Unis d'Europe». Mentionnons notamment l'ancien Conseiller fédéral Adolf Ogi et l'ancien chancelier fédéral allemand Helmut Kohl. C'est la présidente de la Confédération Micheline Calmy-Rey qui a prononcé le discours d'éloge. L'ex-chancelier fédéral Hel-

Suite page 2

Clairvoyance et détermination profonde

Les Romands ont désigné le général Henri Guisan «Romand du siècle»

thk. Ceux de la génération moyenne, ayant lu les livres de Gotthard Frick, «Hitlers Krieg und die Selbstbehauptung der Schweiz 1933 bis 1945», et de Jean-Jacques Langendorf, «Capitulation ou volonté de défense? La Suisse face à un défi» ou de Christian Favre, «La Suisse avant et pendant la Seconde Guerre mondiale», peuvent enfin bien concevoir devant quel incroyable défi le général Guisan et la population suisse se trouvaient pendant la Seconde Guerre mondiale. En

passant de nouveaux documents en revue et après une évaluation objective des documents déjà existants, il s'avère de plus en plus clairement que la Suisse, en raison de son manque d'armement et de possibilités de défense au début de la guerre, a eu vraiment de la chance de ne pas être attaquée par Hitler. Plus tard au courant de la guerre, la volonté de défense et l'attitude intérieure de l'armée suisse, ainsi que la stratégie d'Henri Guisan, ont été décisives pour qu'une attaque de la part des Allemands ne puisse plus avoir lieu. Le nombre de victimes du côté des assaillants aurait été trop élevé au point de se lancer, après de lourdes pertes au front de l'Est, dans une nouvelle aventure à l'issue incertaine. Avec la stratégie d'une retraite dans les Alpes, le Réduit, une occupation complète n'aurait pas été possible même pour une armée aguerrie. Ainsi, la construction d'une puissante armée et d'une stratégie conforme à la situation du pays ont été des facteurs cruciaux pour la survie du petit Etat neutre, entouré de pays sous régime despotique.

Et c'est justement à notre époque, où surtout une partie de la gauche et des médias respectifs fabulent sur la paix éternelle en Europe et désignent la Suisse comme pays encerclé d'amis et pas menacé du tout, que la majorité des téléspectateurs désigne Henri Guisan «Romand du siècle» dans une enquête de la télévision suisse romande, et cela n'est pas seulement un hasard. Cela montre bien que la plus grande partie de la population est tout

à fait capable de se faire ses propres idées et d'en tirer ses propres conclusions, malgré la désinformation constante des médias et malgré le rapport Bergier, dont on ne peut en aucun cas se référer, parce qu'il ne résiste à aucune vérification au plan de la science historique.

La clairvoyance d'Henri Guisan et la détermination profonde avec laquelle il a défendu sa patrie sont admirables, et finalement honorées jusqu'à notre époque par son élection comme «Romand du siècle».

Aujourd'hui, l'on souhaiterait avoir des politiciens de cet état d'esprit s'engageant avec conviction en faveur d'une armée qui puisse correspondre au mandat constitutionnel: la protection de la population et la défense du pays. Il faut une conscience plus profonde de ce qu'on a à défendre et du bien précieux que signifie la liberté dans notre pays. Il semble que beaucoup de citoyens en soient davantage conscients que biens des politiciens.

Henri Guisan est jusqu'à présent, pour beaucoup de gens et à juste titre, l'incarnation d'une Suisse résistante qui, malgré l'encerclement par des Etats voisins lourdement armés, ne s'est pas laissée détourner et qui a été fidèle à la souveraineté et à l'indépendance politique. Pour cela chacun était prêt à tout et en dernière conséquence aussi à donner sa vie.

Cet esprit s'est perdu chez certains au temps de la prospérité, de la consommation, de l'individualisme excessif et de la course à l'argent

facile. Depuis la fin de la guerre froide et la dissolution du bloc soviétique, on suppose qu'il ne peut plus y avoir de guerre car les démocraties ne mènent pas de guerre. – Loin de là. Le fait que la nation qui se considère comme la plus grande démocratie du monde ait déclenché ces dernières années la plupart des guerres et ait causé de terribles souffrances aux populations concernées, réfute cette opinion. Le divisionnaire Bachofner a déclaré un jour: «Nous avons perdu le respect de la guerre.» Ainsi il a critiqué la croyance naïve consistant à pouvoir conduire des guerres avec les armes les plus modernes sans endurer de propres pertes. Ce n'est pas seulement lâche, mais c'est aussi de la pure propagande qui n'a absolument rien à voir avec la réalité d'une guerre. Et cela va plus loin, nous vivons dans la croyance erronée qu'il ne peut plus jamais y avoir de guerres sous nos latitudes, bien que la tendance des dernières années nous ait montré quelque chose de tout autre. Si nos ancêtres avaient pensé de la même manière, la Suisse, telle que nous la connaissons aujourd'hui, n'existerait plus.

Parmi tous ces aspects, il est facile de comprendre que les citoyens se souviennent d'un être humain d'exception et soient très reconnaissants qu'il se soit engagé pour le maintien de la Suisse et d'une armée forte et puissante. L'esprit noble d'Henri Guisan est plus actuel que jamais. C'est donc à juste titre que les Suisses romands l'ont choisi comme «Romand du siècle».

Sommaire

«Les Américains veulent tout avoir sans rien donner»

page 4

Des aspects historiques d'une collaboration helvético-russe

page 5

Crise de l'euro: Le problème, c'est l'union monétaire

page 6

Se taire ou dénoncer les abus?

page 8

L'école peut changer si elle le veut – les élèves aussi

pages I-IV

«La méthode Monnet...»
suite de la page 1

mut Schmidt, Jean-Claude Juncker, Jacques Delors et Romano Prodi figurent aussi parmi les lauréats. Le Centre est financé par la Confédération helvétique, le canton de Vaud et la Fondation Ford. Des subsides viennent aussi de Bruxelles.

En 2003, le président de la Commission européenne Romano Prodi, le président de la Confédération Jean-Pascal Delamuraz, le président du Grand Conseil vaudois et le président de la Ville de Lausanne signèrent une déclaration commune exprimant leur volonté de perpétuer la Fondation Jean Monnet pour l'Europe. Le Centre de la «Ferme de Dorigny» devra être agrandi et son budget sera doublé. Le Saint-Graal de l'Europe à Lausanne doit rester un «lieu de réflexion et de rencontre».¹

La «méthode Monnet

Quiconque s'intéresse à la personnalité de Jean Monnet se pose des questions. Qu'est-ce qui caractérise la personnalité et la politique de cet homme qui fut nommé en 1979 premier «citoyen d'honneur de l'Europe» bien que, en dehors de ses fonctions dans la Communauté du charbon et de l'acier, il n'occupa jamais une fonction politique importante telle que ministre ou président d'un Etat? Quel est le secret de l'«esprit Monnet» qui, sans aucun doute, marqua profondément le cours de l'histoire européenne? Pourquoi y a-t-il aujourd'hui, dans les universités d'Europe (et aussi en Suisse, pays non-adhérent) plus de 200 chaires Jean Monnet? Pourquoi sa dépouille repose-t-elle au Panthéon auprès de génies comme Voltaire et Rousseau ou d'hommes politiques de mérite et de personnalités de la Résistance comme Jean Moulin? Cette question est si importante que les politologues doivent s'y intéresser. Et ils le font.

Dans le présent article, je me réfère à l'étude «Jean Monnet – Mensch und Methode. Überschätzt und überholt?»² rédigée par le professeur Wolfgang Wessels, titulaire de la chaire Jean Monnet de l'université de Cologne. Chez les politologues, le terme de «méthode Monnet» est une référence. Cette étude date d'il y a dix ans mais le lecteur d'aujourd'hui a l'impression qu'elle a été écrite hier. Nous allons en relever les points les plus importants.

Wessels reconnaît l'importance politique de Jean Monnet en tant que «communiquant par excellence» et «acteur travaillant en coulisse». Monnet a agi comme inspirateur d'idées pour des hauts fonctionnaires, en particulier pour le ministre français des Affaires étrangères Schumann pendant la phase préparatoire de la création de la CEE en 1957. Il est considéré comme le créateur et l'animateur de comités d'action situés au-dessus des partis ainsi que de réseaux transnationaux comme le «Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe», qui avait son siège en Suisse et est devenu au cours des années le véritable centre de l'«esprit Monnet». Beaucoup d'hommes politiques, en particulier des sociaux-démocrates allemands, comme Willy Brandt et Helmut Schmidt, ont été initiés ici au «Saint-Graal» (Wessels) de l'Europe.

Sa manière de travailler était marquée par l'entretien d'un grand réseau d'intenses contacts personnels. Il apporta son soutien aux sommets réguliers du Conseil de l'Europe. Avant tout, il créait et promouvait des actions concrètes en mettant l'accent sur l'objectif d'une fédération européenne sur le modèle américain. Il faisait peu de cas des discussions de «coups de maître» comme le projet d'une Constitution pour la CE.

Il cultivait soigneusement ses réseaux et préparait avec minutie ses démarches aux divers plans des Etats. Il n'avait pas la réputation d'un grand orateur. Sa force résidait dans les entretiens en tête-à-tête et les discussions en petits groupes.

Il ne pensait pas selon les catégories de l'économie de marché. Les tenants de l'économie sociale de marché comme Walter Eucken, Wilhelm Röpké, Ludwig Erhard et Friedrich August von Hayek ne figuraient pas parmi ses «lectures de chevet». Ses propositions étaient plutôt «pragmatiques, mais aussi technocratiques et interventionnistes». En ce qui concerne les utopies et les visions, il restait consciemment flou. Son apport

aux modèles européens consistait dans sa méthode.

Durant les années où de Gaulle fut président de la République, Monnet n'eut pratiquement pas d'influence sur la politique car de Gaulle poursuivait sa vision d'une «Europe des patries». L'antagonisme entre de Gaulle et Monnet était de notoriété publique.³ François Mitterrand, futur président socialiste, s'efforça de corriger ce manque d'égards. En 1979, il fit transférer la dépouille de Monnet au Panthéon.

Wessels tire la conclusion suivante: «Vraisemblablement, son héritage consiste, en plus du Plan Schumann, surtout dans l'établissement et l'élargissement de ses réseaux. Il a ouvert l'espace politique européen à de nouveaux acteurs et créé ainsi la base de décisions de plus longue portée.»

Les points principaux de l'étude de Wessels se résument ainsi:

1. «Solidarité dans l'action»

Jean Monnet n'était pas amateur de longues discussions portant sur des projets de Constitution ou des déclarations de principes. Il préférait s'attaquer à des projets concrets communs qui faisaient avancer le processus d'intégration, également à des moments où l'issue en paraissait incertaine. Voici une citation de Jean Monnet: «L'homme n'accepte le changement que sous l'empire de la nécessité».⁴ En d'autres termes: Les crises font partie de la méthode. Nos politiques diraient: «Il n'y a pas d'alternative.»

2. Politique des petits pas

Monnet était opposé au transfert de souveraineté au niveau européen qu'aurait entraîné un grand projet ou une Constitution. Il préférait la politique des petits pas. Les compétences nationales devaient être transférées à Bruxelles par petites étapes concrètes. Pour lui, les Etats-Unis d'Europe, représentaient le but final d'un processus comprenant une multitude d'étapes durant de longues années. Pour Wessels, le choix conscient d'étapes mena aux agendas appréciés de la politique de la CEE et de la future UE: «Ce qui commence à un niveau modeste, interne, avancera forcément, selon une certaine logique, vers un but qui n'est pas fixé d'avance». Wessels parle d'une «dynamique de développement inévitable». [...] Ce n'est pas le projet total institutionnel qui est au premier plan, mais seulement les étapes qui construisent pas à pas une fédération.»

3. Instruments économiques servant de levier.

Jean Monnet utilisait des instruments économiques comme levier pour avancer politiquement vers l'intégration. Des projets concrets de politique économique devinrent ainsi les instruments stratégiques d'un processus menant à un système politique qu'il appelle de façon imprécise une «union toujours plus étroite». Wessels admet qu'«une base économique commune sape de plus en plus le noyau de souveraineté politique des Etats nations en faveur d'une évolution vers une politique inter- et transnationale.» Le profit économique seul n'est pas décisif pour Monnet; il y va du choix fondamental d'une autre forme de vie communautaire européenne.

4. Décisions d'une élite

Ici, Wessels émet une critique: «Les décisions prises unanimement par les élites ne sont pas considérées comme «proches des citoyens. Les parlements nationaux et les citoyens restent à l'écart. Les référendums ne font pas partie de la méthode Monnet.»

5. L'alliance franco-allemande, cheville ouvrière de la politique d'unification

Pour Monnet, l'entente franco-allemande est indispensable. Elle sert de «coups de fouet» pour les Etats opposés à l'intégration. D'où les termes de «noyau dur de l'Europe», de «centre de gravité», de «groupe de pionniers», d'«Europe à deux vitesses», etc.

A l'heure actuelle, Merkel et Sarkozy prennent pratiquement seuls toutes les décisions fondamentales de l'UE. Tous les autres, y compris la plupart des médias, acceptent tacitement que les institutions de l'UE et les 25 autres Etats membres soient mis sur la touche.

Wessels tire la conclusion suivante: Depuis le Plan Schumann, la «méthode Monnet» a

été poursuivie avec des variantes et s'est avérée une formule efficace. «En revanche, des concepts différents de nature constitutionnelle (modèles fédéraux ou intergouvernementaux) ont échoué.»

Ce que Wessels ne dit pas

Wessels montre que l'établissement et l'entretien de réseaux est de la plus haute importance dans la «méthode Monnet». Cependant, il ne précise pas que Jean Monnet n'avait pas seulement établi des réseaux en Europe mais surtout aux Etats-Unis, principalement dans les milieux financiers et politiques. Grâce à ces contacts, les Etats-Unis, fidèles à la «méthode Monnet», ont influencé, voire dirigé l'intégration européenne.

Monnet avait vécu aux Etats-Unis pendant plusieurs décennies; il avait été vice-président d'une grande banque et avait été lui-même propriétaire d'une banque. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il avait joué un rôle capital dans l'économie de guerre américaine et il fut l'ami intime du futur Secrétaire d'Etat américain John Foster Dulles. En d'autres termes, Monnet fut aussi un instrument de la politique extérieure des Etats-Unis.

Aujourd'hui, les archives de cette époque peuvent être consultées. Les documents prouvent de façon indubitable que les Etats-Unis ont influencé directement, peut-être même dirigé l'intégration européenne, également par l'intermédiaire de Monnet. En voici deux exemples suisses.⁵

1. Le 9 septembre 1960, lors de la Journée des ministres, le délégué aux traités de commerce Weintrauer prononça un discours sur la question européenne. Il déclara notamment: «Au début de l'année, les Américains ont fait usage de leur droit de veto contre la fusion des «Six» (CEE) et des «Sept» (AELE) dans une zone européenne de libre-échange.» Il parla d'un petit groupe de «managers» de la pensée européenne déterminés, dont faisait partie Monnet, qui essayaient d'atteindre leur objectif consistant à créer une nouvelle puissance en Europe occidentale par le biais des institutions supranationales de la Communauté. Il dit de façon très claire que les Etats-Unis et Monnet avaient fait échec au projet de zone européenne de libre-échange (CEE et AELE), bien que tous les gouvernements des pays européens y aient déjà consenti.⁶ A l'époque, la diplomatie suisse s'était beaucoup investie en faveur de ce projet.

2. Le 23/7/1963, Paul Jolles, chef du Bureau de l'Intégration, rapporta au Conseil fédéral suisse, dans un document hautement confidentiel, son entretien avec le directeur du Policy Planning Board du Département d'Etat américain sur l'intégration européenne: «Mon interlocuteur défend sans réserve l'idée américaine bien connue selon laquelle l'existence d'Etats nations en Europe est historiquement dépassée et que l'unification politique semble inévitable si l'Europe veut continuer à jouer un rôle dans la politique mondiale. De Gaulle est considéré comme un cas isolé.»

On aurait pu faire autrement

A l'époque, pendant de longues années, la politique extérieure des Etats-Unis et Jean Monnet ont, en Europe, préparé le terrain pour l'avenir de l'intégration européenne. La coopération des pays aurait pu se développer librement, comme c'est le cas aujourd'hui pour les pays de l'ASEAN en Asie. Ces pays qui, en 1997/98, se trouvaient en pleine «crise asiatique», ont mis de l'ordre dans leurs budgets et leur endettement de façon autonome sans instruments supranationaux problématiques comme le FESF ou le MES. L'Europe est dans le pétrin et risque de perdre du terrain dans la concurrence mondiale. L'«esprit Monnet», souvent évoqué, est devenu un esprit malfaisant.

La «méthode Monnet», une clé pour comprendre la crise actuelle

Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, Wessels a écrit son analyse il y a dix ans. En considérant les événements des derniers mois et des dernières années, nous constatons que la «méthode Monnet» est toujours d'actualité. Et même plus: Elle est la clé permettant de comprendre la politique passée et présente de l'UE. Qui prend en compte la «méthode

Monnet» comme fil conducteur peut interpréter les événements actuels autour de l'euro autrement que la plupart des observateurs politiques le font aujourd'hui. Je voudrais l'expliquer en prenant l'exemple d'Helmut Kohl, ancien chancelier fédéral allemand. Il a joué un rôle central lors de la création de la monnaie commune. On peut être sûr que ses conseillers lui ont indiqué que cela poserait des problèmes de créer une union monétaire entre des pays qui étaient aussi différents en ce qui concerne leurs structures économiques, leurs capacités industrielles, leurs mentalités et leurs façons de vivre que les 17 pays de la zone euro. Beaucoup d'économistes ont formulé des mises en garde à l'époque (bien que la plupart ne l'aient pas fait publiquement).

Ceux qui ont intériorisé la «méthode Monnet», comme l'a fait vraisemblablement Helmut Kohl, lauréat de la médaille d'honneur de la Fondation Jean Monnet, n'ont pas reculé. Lui et les autres responsables de ce projet auront pensé que ce serait certainement très difficile, mais qu'ils étaient prêts à l'accepter parce que cela les aiderait à atteindre leur objectif des Etats-Unis d'Europe. Les inévitables turbulences politiques nécessiteraient, voire imposeraient d'autres pas vers l'intégration.

Plusieurs politiques auront pensé de même. L'idée courante aujourd'hui selon laquelle les responsables d'alors étaient incapables de se rendre compte des problèmes engendrés par leurs actions n'est pas convaincante.

Aujourd'hui, nous retrouvons quotidiennement la «méthode Monnet» dans des articles et des discours de politiques. La chancelière fédérale Merkel et le président de la République Sarkozy déclarent en permanence que «la solution, c'est plus d'Europe». Ils serinent presque quotidiennement à la population qu'il faut transférer à Bruxelles encore plus de compétences nationales, surtout dans le secteur budgétaire (ce qui mènera forcément à une union politique). Au Congrès du parti social-démocrate, Helmut Schmidt, dans un discours très remarqué, s'est fait le chantre de l'Union européenne et a appelé à d'autres pas vers l'intégration européenne. «Les discours sur la crise de l'euro ne sont que du verbiage». Il n'y a pas d'autre solution que l'endettement commun des pays de la zone euro. Schmidt est lui aussi lauréat de la Fondation Jean Monnet.

L'actuel président de celle-ci, José Maria Gil-Robles, ancien président du Parlement européen, a déclaré récemment dans un entretien: «Jean Monnet, un des bâtisseurs de l'Europe unie, a conçu une méthode simple, valable encore aujourd'hui: effectuer des réalisations concrètes qui créent des solidarités de fait. [...] La crise grecque a réveillé les Européens qui ont pris des mesures de solidarité sans précédent dans l'intérêt général. [...] Il importe de placer le pouvoir décisionnel réel où il peut s'exercer le plus efficacement.»

Il invite à aller de l'avant car les «nationalistes», comme il appelle les avocats d'une coopération libre de nations souveraines, ne disposent pas de plus de 20% des voix dans les parlements. (www.jean-monnet.ch) •

(Un second article sur le sujet sera consacré au conseiller fédéral suisse Hans Schaffner. On l'appelle souvent le père de l'AELE. Il faisait partie de ces hommes politiques qui avaient une autre vision de l'intégration européenne que Jean Monnet et qui se sont pleinement investis. Il voyait l'avenir de l'Europe dans une union libre d'Etats souverains.)

¹ Cf. www.jean-monnet.ch et Martin Arnold, Urs Fitze, Steffen Klatt, Mitten drin – aussen vor, Die Schweiz und Europa, 2007

² Wolfgang Wessels, Jean Monnet – Mensch und Methode. Überschätzt und überholt? Institut für höhere Studien, Vienne, mai 2001

³ Pendant la Seconde Guerre mondiale, de Gaulle avait intégré Monnet dans son gouvernement provisoire à Alger. Après la guerre, il le nomma commissaire au Plan, un poste important. Quand, en 1958, de Gaulle devint président de la République et qu'il réalisa la vision d'une «Europe des patries», leurs relations se refroidirent. Cf. également «Jean Monnet, envoyé spécial du président Roosevelt», Horizons et débats n° 25 du 27/6/11.

⁴ Eric Roussel, Jean Monnet, Paris, 1996, p. 68, ISBN 978-2-213-03153-8

⁵ Documents diplomatiques de la Suisse (dodis.ch)

⁶ Cf. également le message du Conseil fédéral sur la participation de la Suisse à l'AELE.

«Pour l'UE ce serait excellent d'avoir un voisin plus riche à la frontière»

Alors que les médias occidentaux ne cessent pas de présenter le grand voisin occidental et allié tout naturel des Européens, la Russie, de manière caricaturale – que ce soit sur leur propre initiative ou motivé par des dollars reste en suspens –, il vaut la peine de jeter un regard dans la presse russe. Grâce aux médias électroniques, on peut avec un clic de souris apprendre sous quel angle la grande crise est considérée ailleurs – par exemple dans le journal en ligne russe «Ria Novosti», l'un des journaux russes en ligne les plus lus en Europe selon «Comscore», une société d'études de marché américaine.

sf. C'est ainsi qu'on apprend que Jacques Attali, l'ancien président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) suppose que l'euro pourrait s'effondrer encore avant la fin de l'année. Selon «Ria Novosti» du 29 novembre, il estime les chances pour cela à 50%. Alors que l'agence de notation Moody's met en garde tous les pays de la zone euro du danger de la réduction de leur solvabilité, des analystes russes avancent différentes possibilités qui permettraient de gérer la crise: d'une part, affirme Elena Matrossova de BDO Russia, la zone euro est la seule chance pour l'Europe d'affronter les marchés émergents tels la Chine, l'Inde et le Brésil, d'autre part, selon Youri Danilov, directeur du Centre pour le développement du marché boursier, on ne peut pas exclure qu'un ou plusieurs pays quittent la zone euro. L'agence de presse rapporte quel en serait le prix pour les divers pays de la zone euro, en citant des experts d'UBS: dans les pays les plus en difficulté, il faudrait utiliser près de la moitié du produit national brut au cours de la première année, tandis qu'en Allemagne qui est encore robuste, la première année du changement de système coûterait à chaque adulte 6000 à 8000 euros. En Russie, ces développements sont suivis avec grande préoccupation. Ce qui préoccupe particulièrement les économistes, ce sont les stratégies de sortie exprimées de manière de plus en plus forte, surtout après le verdict du lauréat américain du prix Nobel économique Paul Krugman, selon lequel le projet de l'euro a été «une terrible erreur». Cet avis est aussi partagé par certains médias allemands et des dirigeants d'entreprises de premier plan, tel l'ancien chef de la Fédération des industries allemandes (BDI), Hans-Olaf Henkel, qui s'est



Palais de l'Ermitage à St. Petersburg. «Si la Russie utilise son potentiel, cela signifiera d'intéressants aspects politiques, sociaux et économiques pour l'UE et le reste du monde.», déclare Jim O'Neill, ancien économiste en chef de la banque d'investissement américaine Goldman Sachs. (photo mad)

prononcé en faveur de la division de la zone euro en une zone nord et une zone sud.

Le même jour, «Ria Novosti» rapporte que pendant ce temps, l'économie russe prospère, et cela en grande partie suite à une politique économique intelligente, comme l'a déclaré le président Medvedev lors du congrès de parti de Russie Unie. Le président a rappelé à l'assemblée ce qui a été réalisé ces dernières années dans la vie sociale et économique du pays: «Les recettes se sont multipliées. La pauvreté a reculé de 50%. L'espérance de vie a augmenté de plusieurs années. Le taux de natalité a augmenté. L'agriculture s'est transformée en une industrie rentable.» De même, une forte classe moyenne s'est formée en Russie. Pour le développement ultérieur du pays, le Premier ministre Poutine, qui a été désigné candidat à l'élection présidentielle par son parti lors de cette réunion, a mis en avant l'importance de la vérité, de la dignité et de la justice.

Le projet de l'Union eurasiennne de Poutine sera probablement soigneusement étudié en Occident. Celui qui a déjà fait ses devoirs vient d'un côté surprenant: Ria Novosti a rapporté le 30 novembre, que le fondateur

du concept du BRIC, Jim O'Neill, ancien économiste en chef de la banque d'investissement américaine Goldman Sachs aurait prédit dans son nouveau livre, «The Growth Map: Economic Opportunity in the BRICs and Beyond» (La Carte de croissance: possibilités économiques dans les pays du BRICs et au-delà) que la Russie se développera jusqu'en 2030 pour devenir la puissance économique numéro un en Europe et pour adhérer à l'UE – au cas où les crises et les conflits sont évités. O'Neill déclare littéralement: «Si la Russie utilise son potentiel, cela signifiera d'intéressants aspects politiques, sociaux et économiques pour l'UE et le reste du monde. Pour l'UE, il serait excellent d'avoir un voisin plus riche à sa frontière. Si cela ne déclenche pas de conflit, il y a une chance que ce pays adhère à l'UE.»

Il nous reste à espérer que les compatriotes de Jim O'Neill considèrent également le regroupement des Etats-nations en Eurasie comme une opportunité pour un monde plus pacifique et qu'ils ne contribuent pas eux-mêmes aux crises et conflits qu'il a mentionnés: car c'est il y a 100 ans que Mackinder et plus tard Zbigniew Brzezinski ont affirmé qu'il fallait empêcher que les pays d'Eurasie s'unissent, parce que cela mettrait en danger la grande puissance britannique au temps de Mackinder, et pour Brzezinski celle des Etats-Unis. Qu'une Europe vivant ensemble et en paix avec la Russie puisse être un profit pour les Etats-Unis, peut en effet sembler étrange à ces deux géo-stratèges, mais certainement pas aux populations d'Eurasie et des

Des images d'Athènes pour illustrer les protestations de Moscou

Embarras pour Fox News

Fox News, la chaîne de télévision d'information américaine, a reconnu avoir diffusé le 7 décembre des images filmées pendant les émeutes en Grèce pour illustrer les protestations contre les résultats des élections en Russie.

«Il y eu une erreur, et la bande vidéo a été retirée du site», a déclaré le chef de Fox News, John Stack, jeudi soir dans une interview accordée à l'émetteur radiophonique russe Golos Rossii.

Bien que l'erreur ait été constatée presque tout de suite, la bande vidéo ne fut éloignée du site que le jour suivant, selon Golos Rossii. D'après le portail de nouvelles newsru.com, ce sont des journalistes des chaînes de télévision russes Westi et Russia Today (RT) qui ont découvert cette «erreur».

Les 30 premières secondes de cette bande vidéo montrent des rues en flammes, des bagarres sanglantes et des cocktails Molotov que les manifestants en vêtements d'été ont prétendument jetés contre les policiers. Pendant cela, on pouvait observer des affiches en grec et des palmiers à l'arrière-plan. Ce qui a surpris, c'étaient aussi les casques blancs des policiers qui ne font pas partie de l'uniforme des policiers russes.

En parallèle avec les images, une présentatrice affirmait que les manifestants protestaient contre le Premier ministre russe Vladimir Poutine. Juste après viennent de véritables scènes filmées à Moscou dans lesquelles une femme et un homme racontent pourquoi ils participent aux protestations contre les irrégularités électorales.

Russia Today rend attentif au fait que ce n'est pas la première fois que des chaînes de télévision occidentales déforment des événements en Russie. Ainsi, il y a un an, la chaîne américaine CNN a diffusé un reportage inventé sur des manifestations de masse des habitants de l'Extrême-Orient russe contre la réduction des fuseaux horaires. Cette contribution était accompagnée d'images de la place du Manège de Moscou où, le 11 décembre 2010, avaient eu lieu des bagarres entre nationalistes et fans de football qui voulaient évoquer le souvenir de leur camarade Jegor Sviridov, qui avait probablement été assassiné par des Caucasiens peu de temps auparavant. A l'époque, CNN avait diffusé ses excuses.

Source: Ria Novosti du 9/12/11
(Traduction Horizons et débats)

Etats-Unis: sauf quelques exceptions telles que des mégalomanes, des possédés du pouvoir ou de fanatiques des peuples élus – ils souhaitent tous vivre en paix et en dignité, eux-mêmes et leurs familles.

Etude d'e-gouvernance

Les sites web administratifs de Russie sont plus proches des citoyens que ceux de la Suisse

L'administration russe a de meilleurs sites que l'administration fédérale suisse. Les sites russes répondent mieux aux besoins de la population que les nôtres: c'est ce que montre une étude de chercheurs des deux pays.

L'Institut pour la recherche appliquée en argumentation (IFAA) de Berne a fait savoir il y a quelques semaines que ses chercheurs, groupés autour de Christoph Glauser, ont effectué une analyse assistée par ordinateur du contenu des sites de tous les départements et offices fédéraux. Ils ont également évalué tous les ministères, agences et offices du gouvernement russe.

L'équipe, dont faisaient partie également des chercheurs de l'Université de Lausanne et de l'Université de Moscou, a comparé l'offre et la demande et constaté que plus les contenus d'un site correspondaient aux thèmes recherchés sur la Toile au moyen de moteurs de recherche, plus ils étaient proches des citoyens.

La DDC est proche des citoyens

Il s'est avéré que les offices russes répondaient un peu mieux aux intérêts des visiteurs que les administrations suisses. Cela dit, selon les chercheurs, les deux pays ont encore un important potentiel: A peine plus de la moitié seulement des informations offertes sont recherchées par les visiteurs.

Le meilleur site de l'administration fédérale est celui de la Direction du développement et de la coopération (DDC). En revanche, celui de l'Administration fédérale des alcools est assez mauvais. Le meilleur site russe est celui du Fonds de pensions de l'Etat et le moins bon celui du Service fédéral des impôts.

En comparant les deux pays, les chercheurs ont également trouvé des différences nettes sur les thèmes les plus souvent traités: En Russie, il s'agit de l'Armée, des finances, de l'Etat et des lois alors qu'en Suisse dominant l'économie, l'énergie, le travail et les transports.

Technologies coûteuses et lourdes

Selon le communiqué, la Suisse a souvent recours à des technologies coûteuses, notamment de Microsoft, d'IBM ou d'Oracle alors qu'en Russie la technologie dite «open space» s'est imposée. Elle est plus proche des gens parce que moins lourde. En outre, la Russie possède une loi qui stipule que les administrations publiques doivent mettre à disposition toutes les informations importantes pour les citoyens. Il en résulte que ces derniers peuvent trouver beaucoup plus d'informations à l'aide des moteurs de recherche.

Source: sda du 5/12/11

(Traduction Horizons et débats)

La Russie et la Suisse partenaires dans le domaine de l'innovation

hd. Depuis le début de l'année déjà, la crise économique mondiale qui menace à nouveau préoccupe les gouvernements et les peuples, de moins en moins en Europe. En Suisse, les problèmes des exportations, qui souffrent du rapport franc-euro, sont constamment évoqués.

Le 13 juin dernier déjà, la Suisse a signé avec la Russie une Déclaration sur la coopération économique. Celle-ci est censée profiter au développement technologique en Russie. Dans le domaine de la modernisation des installations industrielles, tous nos ingénieurs et les sociétés concernées auraient un certain nombre de choses à offrir. Dans les années 1960, l'ancienne «Micafil» avait fait des expériences concernant la manière dont on construit les usines en Russie. Pourquoi ne menons-nous pas de larges débats sur les possibilités actuelles de coopération avec ce pays solvable plutôt que d'agiter le spectre d'une augmentation du chômage?

La Russie et la Suisse ont signé une Déclaration sur la coopération entre le ministère russe du Développement économique et le Département suisse de l'Economie.

Ce document a été signé par Elvira Nabiullina et Johann Schneider-Ammann en présence du Président russe Dmitri Medvedev et de la présidente de la Confédération Micheline Calmy-Rey.

Comme l'a expliqué Nabiullina, ce document scelle la collaboration dans les domaines de l'innovation, de la promotion des investissements et du développement des technologies modernes. «La Déclaration complète le Plan triennal de coopération économique entre la Russie et la Suisse et vise la modernisation des secteurs qui ont été jugés prioritaires par la Commission présidentielle de modernisation et de développement technologique de l'économie russe», a-t-elle déclaré.

Source: Ria Novosti du 13/7/11

(Traduction Horizons et débats)

Siemens mise sur la Russie

En ces temps de changement climatique, les Bavarois mettent tous leurs espoirs dans les turbines à gaz. Ils viennent d'investir 275 millions d'euros dans une nouvelle usine en Russie. Leur partenaire est Alexei Mordachov.

Siemens se vante de fabriquer les turbines à gaz les plus efficaces du monde et son directeur Peter Löscher a découvert un marché important en Russie. En ces temps de changement climatique, la Communauté d'Etats indépendants (CEI) représente un marché particulièrement important ne serait-ce qu'en raison de ses énormes ressources gazières. Le groupe technologique munichois cherche à s'allier avec la société russe de construction mécanique Power Machines dirigée par le milliardaire russe Alexei Mordachov.

Siemens et Power Machines viennent de rendre publique la création d'une coentreprise de production et d'entretien de turbines à gaz. Siemens va détenir 65% des parts et Power Machines 35%. Il a été décidé d'investir 275 millions d'euros. Le site de production sera créé à Saint-Petersbourg. En outre, il a été décidé de vendre 25% des parts de Siemens dans Power Machines à Mordachov. L'homme d'affaires russe détiendra donc 95% des parts.

L'histoire des relations entre Siemens et Power Machines a connu des hauts et des bas. Les Munichois voulaient dès 2004 acquérir une participation majoritaire dans Power Machines, mais l'autorité russe qui contrôle la concentration des entreprises s'y opposa. Ensuite, Siemens se contenta d'une minorité de blocage. D'autres tentatives de reprise de la

firme russe échouèrent. En 2007, Mordachov en prit la direction et augmenta peu à peu sa participation. Cependant Siemens continue de croire au potentiel du marché russe. Löscher a déclaré à la mi-octobre que le groupe voulait, avec des partenaires, investir un milliard d'euros en Russie. En 2010, il a fait 1,2 milliards d'euros de chiffre d'affaires et a reçu des commandes pour plus de 2,6 milliards. En outre, le gouvernement russe s'intéresse à une collaboration d'entreprises allemandes et russes pour la création d'usines à gaz en Allemagne.

Les turbines à gaz et les centrales à turbines à gaz font partie du programme écologique de Siemens qui lui a finalement permis de réaliser un chiffre d'affaires de quelque 30 milliards d'euros. Le carnet de commandes est bien rempli. Comme c'est le cas

également dans d'autres secteurs, la direction est assez optimiste. Elle compte sur une augmentation des profits pour l'exercice qui a commencé cet automne ainsi que pour l'exercice 2012-2013. C'est ce qu'on peut lire dans le rapport de gestion rendu public. Mais ce dernier reste assez vague sur l'évolution des profits: «Malgré la pression continue sur les prix et des frais opérationnels accrus, nous nous attendons de nouveau à de bons résultats. [...] Si en 2013 le contexte macroéconomique soutient une croissance modérée du chiffre d'affaires, nous nous attendons à des effets positifs sur les profits des activités poursuivies.»

Source: Frankfurter Allgemeine Zeitung du 2/12/2011 © Tous droits réservés. Frankfurter Allgemeine Zeitung GmbH, Francfort

(Traduction Horizons et débats)

«Les Américains veulent tout avoir sans rien donner»

Entretien avec Dmitri Rogozine, ambassadeur russe auprès de l'OTAN à Bruxelles, propos recueillis par Boris Mabillard

Les Russes tonnent et menacent de déployer à leur tour des missiles géostratégiques si les Américains ne renoncent pas à leur bouclier antimissile. Toute la semaine, les déclarations tantôt enflammées tantôt rassurantes se sont alternées. Approuvé fin 2010, l'ambitieux programme américain monte progressivement en puissance. L'objectif étant de le mettre en service à partir de 2018. Plusieurs pays proches de la Russie ont récemment approuvé que soient déployés sur leur territoire des radars ou des missiles intercepteurs. L'installation en Turquie d'un radar qui pourrait couvrir une partie du territoire russe est la goutte d'eau de trop pour Moscou, qui a menacé, en représailles, de placer de nouveaux missiles dans l'enclave de Kaliningrad. Une rhétorique qui nous ramène à la guerre froide.

Dmitri Rogozine, l'ambassadeur russe auprès de l'OTAN à Bruxelles, de passage à

Genève à l'occasion d'une conférence organisée par le Centre de politique de sécurité de Genève (GCSP), a accepté de rencontrer «Le Temps». Ce diplomate, un colosse affable et amène, est un personnage qui compte: très proche de Vladimir Poutine, on dit qu'il pourrait éventuellement devenir le prochain ministre de la Défense, après la présidentielle de mars prochain.

Le Temps: Etes-vous sur la voie d'un accord autour du bouclier antimissile?

Dmitri Rogozine: Nos interlocuteurs nous demandent de faire des compromis, alors que nous ne sommes pas les initiateurs du projet. Si des architectes français construisaient au milieu du lac une immense tour bleue et rouge, bardée de canons, les Genevois seraient-ils contents? En tant qu'architectes d'un projet controversé, les Américains

doivent tenir compte de l'avis des pays concernés, en l'occurrence les Russes. Nous voulons de vraies réponses à nos questions, pas seulement des sourires condescendants.

Hillary Clinton a répondu que la Russie n'était pas visée par ce bouclier, mais l'Iran. Quoi que nous fassions, nos voisins européens ne nous applaudissent jamais. Pas de mots gentils non plus. J'ai étudié la façon dont on nous caricature, c'est toujours la même: un ours mal léché. Nous nous sommes habitués à l'idée que Moscou était peuplée d'ours. Mais, au moins, nous ne voulons pas être pris pour des idiots. Pourquoi alors, avec mille missiles dans la Baltique, les Américains prétendent-ils qu'ils se protègent de la menace iranienne? Nos amis américains – et dans ce contexte le mot amis me fait doucement sourire – font de leur bouclier un anaconda pour étouffer l'ours russe, mais ce dernier va le mettre en pièces et le manger.

Avez-vous commencé à déployer des missiles à Kaliningrad?

Non, mais nous sommes prêts à le faire si les Américains ne prennent pas en compte notre point de vue.

Quel sera l'impact de ce désaccord sur les autres dossiers de l'OTAN?

Toute notre collaboration avec l'OTAN dépend du bouclier. Si on ne s'entend pas là, on ne s'entendra sur rien. En ce qui concerne l'Afghanistan, les Américains ne nous montrent aucun respect: ils veulent tout avoir sans rien donner. Nous voulons savoir ce qui se passera après le retrait des forces de l'OTAN en 2014. Les Américains garderont-ils des bases militaires?

Et là encore, ils répondent par un sourire. Nous aidons l'OTAN à ravitailler ses troupes en autorisant le transit et le survol de notre territoire. Nous voulons être considérés comme un vrai partenaire de l'OTAN. L'échec de la politique d'éradication du pavot afghan a des conséquences en Russie où il y a 30000 toxicomanes. Mais les Américains se contentent de sourire à nos demandes légitimes. L'ours est le plus imprévisible des animaux: on peut grimacer longtemps devant lui. A un moment, il finit par réagir.

L'opposition syrienne sollicite la communauté internationale pour qu'elle fasse plus contre Bachar el-Assad. Une opération militaire pourrait-elle avoir le soutien de la Russie?

Ce qui s'est passé en Libye relève de la tragédie et du crime. Nous n'avons pas de sympathie pour Mouammar Kadhafi, mais la question n'était pas là. Pourquoi adopter une résolution et donner un mandat à l'OTAN si c'est pour violer tous les termes de cette résolution? Ils avaient promis de ne pas livrer d'armes, ils l'ont fait. Promis de ne pas intervenir au sol, ils l'ont fait. Promis de s'en tenir strictement à la protection des civils, ils ne l'ont pas fait.

Si la communauté internationale vous donnait des gages?

Comment faire confiance à nouveau alors qu'en Libye l'OTAN n'a pas respecté ses engagements? La Russie ne veut pas choisir entre les tyrans et Al-Qaida. Le Printemps arabe n'offre pas d'autres alternatives.

Source: Le Temps du 10/11/11

Le ministre-président du Schleswig-Holstein en visite à Moscou

Développement de la recherche et de la production médicales

L'ambassade d'Allemagne de Moscou fait savoir que le ministre-président du Schleswig-Holstein Peter Harry Carstensen va se rendre dans la capitale russe le 12 décembre.

Selon l'agence RIA Novosti, au centre de son voyage de 3 jours figure le développement des relations économiques, en particulier dans le domaine de la santé.

Selon le communiqué de l'ambassade, deux jours après les sixièmes élections à la Douma (Parlement russe), Carstensen rencontrera le président russe Dmitri Medvedev lors d'un tête-à-tête. Les sujets de cet entretien seront le développement de la recherche et de la production en technologie médicale ainsi que des coopérations concernant la Baltique et le renforcement des échanges de jeunes. La délégation économique se compose essentiellement de représentants d'entreprises médicales du Schleswig-Holstein. Avant la visite de la capitale, elle se rendra à Saint-Petersbourg sous la conduite du Secrétaire d'Etat aux Affaires

européennes Heinz Maurus. Il est prévu des entretiens avec le président de la Commission de la santé, une table ronde avec des médecins-chefs, la visite d'hôpitaux, de l'Académie de formation continue en médecine et de l'Institut de télémédecine.

A Moscou, Carstensen s'entretiendra avec l'adjointe au maire de la capitale, Olga Iouriéva Golodez et avec Veronika Skvortsova, vice-Ministre de la Santé et du Développement social. «Actuellement, on modernise le système sanitaire russe grâce à d'importants investissements publics. Des possibilités s'offrent ici pour nos entreprises efficaces du Schleswig-Holstein de collaborer avec la Ville de Saint-Petersbourg et de la région moscovite», a déclaré Carstensen. Le programme de la délégation sera complété par une visite de la foire sanitaire internationale «Zdravookhraneniye».

Source: RIA Novosti du 5/12/2011 (Traduction Horizons et débats)

La Russie et la Pologne veulent intensifier leur coopération militaire

Selon le chef d'état-major russe, le général d'armée Nikolai Makarov, les relations russes-polonaises dans le domaine militaire continuent à s'améliorer.

«Au cours de ces dernières années, les relations entre la Russie et la Pologne étaient tendues dans tous les domaines, y compris en matière de politique et de technologie militaire. Après la récente visite à Varsovie, il nous a été possible de remettre nos relations en bonne route», a déclaré Makarov mardi, suite à la rencontre de son homologue polonais.

«Puisque nous sommes voisins, nous devons maintenir une bonne entente et promouvoir la compréhension mutuelle», pouvait-on entendre.

Lors de ces négociations, les deux chefs d'état-major sont convenus d'entreprendre

des actions communes au cours de la période 2012 à 2014. La mise en place du bouclier antimissile européen a également fait partie des sujets discutés.

«Au cours de ces négociations, nous avons débattu des questions qui nous empêchent de développer des plans communs pour l'avenir – en première ligne il s'agit du système de défense antimissile. On est en train de placer en Pologne des missiles intercepteurs du type Standard. Pour nous, c'est une question très compliquée. Car, dans le cadre de la récente déclaration du Président russe, nous devons prendre des mesures pour être capables de réagir de manière symétrique aux menaces potentielles», a expliqué Makarov.

Source: RIA Novosti du 06/12/11

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à Horizons et débats – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire Horizons et débats est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire Zeit-Fragen en allemand et le mensuel Current Concerns en anglais.

- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.–
- Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.–
- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.–
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.–
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'Horizons et débats n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: Horizons et débats, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, Horizons et débats, 8044 Zurich

Des aspects historiques d'une collaboration helvético-russe

Un partenaire sérieux pour l'Europe

Peu de Suisses d'aujourd'hui connaissent l'ampleur de l'émigration de spécialistes vers l'Europe de l'Est dans le passé. Il y a quelques années, le canton des Grisons a rendu hommage à tous ces concitoyens en publiant l'œuvre de Roman Bühler «*Bündner im Russischen Reich*», ISBN 3-85637254-7 (Des Grisons dans l'Empire russe).

Actuellement, il n'y a pas de quoi se méfier, car nous pouvons renouer avec les traditions du XIX^e siècle. A l'époque, c'était d'un côté une nécessité économique et de l'autre côté un enrichissement pour d'autres pays d'accueillir des spécialistes suisses et de profiter de leur savoir-faire.

thk. A cette époque-là, les voyages vers l'Europe occidentale n'étaient pas réservés à la noblesse russe mais également à des créateurs culturels tels que Tolstoï et Dostoïevski qui profitaient de séjours prolongés en Suisse.

Comme le pays le plus libre et démocratique de l'Europe – il ne faut pas oublier qu'à partir de 1848 la Suisse était une vraie démocratie pendant que dans les pays alentours, s'ils étaient déjà des Etats nationaux, des gouvernements monarchiques tenaient le pouvoir – la Suisse a offert un refuge aux réfugiés politiques, ils y étaient à l'abri de poursuites politiques. Le représentant le plus connu du XX^e siècle a été Wladimir Iljitsch Lénine, le dirigeant de la révolution d'octobre.

Spécialistes et scientifiques attirés par la Russie

Le mouvement d'émigration allait aussi dans l'autre direction. Il ne s'agissait cependant pas de trouver un asile politique comme dans le cas de Lénine, mais les émigrants suisses étaient avant tout des spécialistes et des scientifiques tels que Leonard Euler ou Daniel Bernoulli, tous les deux des mathématiciens connus, maîtres de conférences et chercheurs à l'Académie des sciences de Saint-Petersbourg. Au XIX^e siècle la Suisse était encore un pays pauvre et économiquement faible, des scientifiques ont pu trouver de meilleures conditions économiques et de meilleures possibilités d'épanouissement que dans leur patrie. C'étaient avant tout des spécialistes dotés d'une bonne formation et des scientifiques qui étaient attirés par la Russie et ils y ont trouvé une patrie.

La Russie et la Suisse moderne ont une relation toute particulière, ce qui remonte à l'époque de Napoléon. Pendant la Deuxième Guerre de coalition en 1799, la Russie a essayé, par ensemble avec son alliée, l'Autriche, de chasser Napoléon de Suisse, ce qui malheureusement a échoué. Le maréchal Souvorov, commandeur des troupes russes, a exigé des efforts presque surhumains de lui-même et de ses soldats dans le combat contre les troupes françaises. A plusieurs reprises ils devaient se réfugier en passant par des cols enneigés pour ne pas se retrouver dans un guet-apens français. Dans les gorges de



La place Rouge à Moscou (photo wikimedia)

Schöllenen près d'Andermatt un monument nous rappelle cet événement et le grand général russe.

La Russie soutient la neutralité suisse

Pendant le Congrès de Vienne en 1815, la Suisse a particulièrement profité du soutien de la Russie lorsqu'il s'agissait de la reconnaissance de la neutralité suisse. Le Tsar Alexandre I était un défenseur catégorique de l'idée de la neutralité et il a joué un rôle décisif pour que la neutralité suisse obtienne la reconnaissance en accord avec le droit international. Par la suite, un échange intense s'est fait entre la Suisse et la Russie. On suppose qu'il s'agit de quelques 10 000 Suisses qui émigrèrent en Russie pour y chercher leur bonheur. Ce sont seulement les désordres de la révolution d'octobre et les nationalisations d'entreprises et de la propriété privée qui ont amené beaucoup de Suisses à rentrer dans leur pays d'origine, ce qui a mis un terme à l'échange intense entre les deux peuples.

Avec l'ouverture de l'Union soviétique sous Mikhaïl Gorbatchev, ainsi qu'après sa fin politique abrupte en 1991, et avec la démocratisation souhaitée, de nouvelles perspectives se sont ouvertes et la collaboration dans le domaine culturel, économique, scientifique et politique a repris de l'ampleur.

La Suisse

comme partenaire européen de la Russie
La première visite officielle d'un président de la Fédération de Russie en la personne de Dmitri Medvedev en l'an 2009 est une expression de cette collaboration entre les deux pays et montre l'importance que la Russie attribue à la Suisse comme partenaire européen. On oublie trop vite que c'est justement le président Medvedev qui a défini le secret bancaire suisse comme «droit des êtres humains à leur sphère privée», il en a même dit qu'il s'agissait «d'un droit fondamental de l'être humain» – et ceci à l'époque où le secret bancaire suisse fut vivement attaqué par les Etats membres de l'UE et en particulier par l'Allemagne (cf. *Horizons et débats* n° 38 du 5/10/09). Les conditions d'une future collaboration fructueuse dans différents domaines seraient tout à fait données et l'on pourrait renouer avec la tradition historique et la développer au fur et à mesure de la situation actuelle.

Le livre intitulé «*Käser, Künstler, Kommunisten – Vierzig russisch-schweizerische Lebensgeschichten aus vier Jahrhunderten*» (Fromagers, artistes, communistes – quarante biographies russo-helvétiques de quatre siècles) paru en 2009 et édité par Eva Maeder et Peter Niederhäuser, relate ce chapitre de l'échange helvético-russe digne d'être mentionné. Grâce aux biographies de 40 personnalités suisses qui ont cherché et trouvé leur bonheur en Russie, le lecteur obtient une

image riche en facettes de la vie, de l'histoire et de la société de l'Empire russe.

Le genevois François Lefort (1656–1699) est le premier Suisse dont l'émigration et le travail en Russie sont documentés et dont la biographie est exposée dans le livre cité ci-dessus.

François Lefort, homme de confiance du Tsar Pierre le Grand

François Lefort naquit en janvier 1656, fils d'une famille de commerçants aisés. En 1675 il a pour la première fois mis le pied sur terre russe, il s'est installé dans le faubourg allemand de Moscou dans lequel tous les étrangers étaient contraints de vivre. Il a cherché un emploi comme officier, car à l'âge de 18 ans, il avait commencé en Hollande la formation d'officier et c'est pour cette raison qu'il a accompagné un colonel hollandais en Russie. La plupart des personnes habitant ce faubourg poursuivaient une carrière militaire. Par le mariage avec la fille d'un officier lorrain, tombé à la guerre et par l'intermédiaire d'un officier écossais, Patrick Gordon, avec qui il avait un lien de parenté, et qui avait déjà servi dans les armées polonaise et suédoise, il a finalement obtenu un poste de colonel dans l'armée russe.

La vie de Lefort prit un tournant particulier lorsque le Tsar Pierre I faisait de fréquentes visites dans ce faubourg allemand pour se procurer une impression de la manière de vivre en Europe occidentale. Lors de ces visites il rencontra François Lefort et une étroite relation personnelle se développa entre les deux. L'auteur de ce chapitre, Jost Soom, décrit la situation de manière suivante: «Le jeune et ambitieux Tsar avait besoin, pour la réalisation de ses idées de réforme, d'un partenaire parmi les étrangers, quelqu'un qui incarnait la culture matérielle et la façon de vivre de l'Europe occidentale d'alors. Lefort apparemment en parfaite entente avec la structure personnelle de Pierre I, a accepté ce rôle et il est resté jusqu'à la fin de sa vie le confident le plus proche du Tsar.

«L'apogée de la carrière de Lefort»

Déjà en 1692, on a confié à Lefort en tant que général le «Premier régiment d'élus» lequel devait plus tard, par ensemble avec une unité commandée par Gordon, devenir le noyau d'une nouvelle armée russe d'après le modèle de l'Europe occidentale.

Lors de futures campagnes du Tsar contre les Ottomans, ils ont réussi grâce à l'engagement de la flotte, développée en partie décisive par Lefort, à repousser les Turcs de l'embouchure du Don dans la mer Noire. A part ces succès militaires, il a fait preuve, lors d'un grand voyage en Europe occidentale, d'une grande finesse diplomatique.

Le voyage à travers plusieurs pays européens que le Tsar entreprit en 1697, représentée d'après Jost Soom «l'apogée de la carrière de Lefort», car ce dernier semble

être l'initiateur de ce voyage en Europe occidentale. Ce voyage étendu à l'étranger est connu sous le nom de «Grande Légation». Lefort accompagna le Tsar. Ils visitèrent différents pays pour apprendre de leurs expériences.

Grâce à de nombreux articles parus dans différents journaux qui ont relaté cette légation, Lefort gagna en notoriété internationale. A part son activité diplomatique, il recruta pendant ces voyages des spécialistes, aptes à aider au transfert de la technologie européenne et à soutenir la Russie dans son processus de modernisation.

A l'époque tout comme aujourd'hui – une collaboration constructive

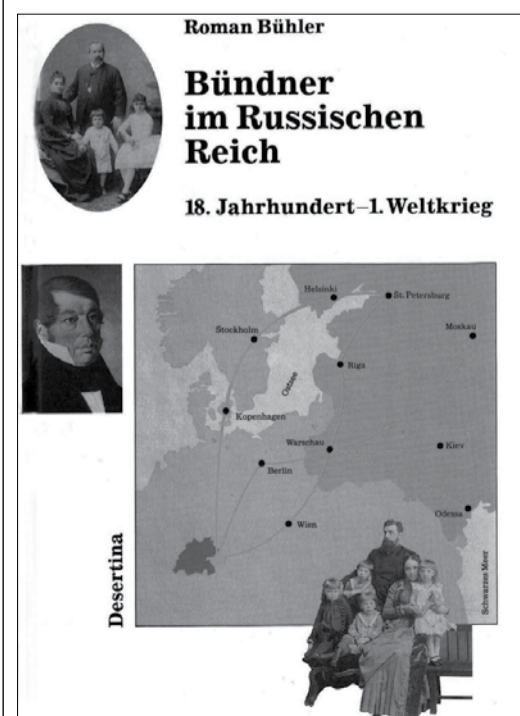
La mort prématurée de Lefort à l'âge de 43 ans, six mois après le retour de la «Grande Légation», fut, comme l'écrit Soom, le tribut que l'activité infatigable à côté du Tsar exigea.

Aujourd'hui encore le nom d'un quartier de Moscou, Lefortovo, rappelle le grand homme suisse qui, avec ses capacités et sa personnalité, contribua de façon décisive à la réforme de la Russie très arriérée de l'époque.

Aujourd'hui, également, le gouvernement russe et des milieux économiques russes témoignent leur intérêt pour une coopération renforcée avec l'Europe. Des projets tels que le Nord-Stream ou le prolongement des corridors de transport vers l'Europe occidentale sont l'expression de cette volonté. Ce qui fut possible il y a 300 ans, devrait l'être aussi de nos jours: une collaboration constructive entre les pays sur fond d'échange mutuel. Il est évident que la Russie, de par sa culture et sa situation géographique, nous est plus proche que les Etats-Unis. L'affirmation du président Medvedev lors de sa visite à Berne de vouloir s'ouvrir à l'expérience de la Suisse, ne semble pas être basée sur des paroles vides. C'est à nous de prendre la balle au bond et de lui donner une direction positive. •



ISBN 978-3-0340-0950-8



ISBN 3-85637254-7

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2011 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Crise de l'euro: Le problème, c'est l'union monétaire

par Fritz W. Scharpf, directeur émérite de l'Institut Max-Planck de recherches sociologiques de Cologne

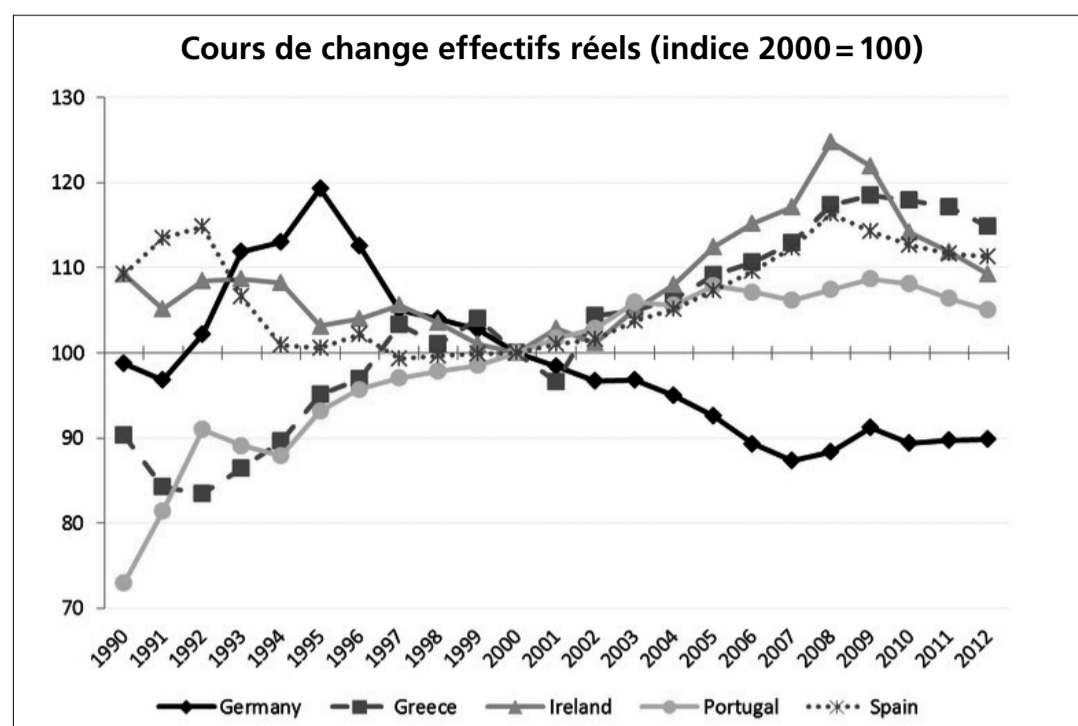
hd. La chancelière allemande Angela Merkel et le président de la République française Nicolas Sarkozy n'ont pas réussi à mettre d'accord les 27 chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne sur une politique commune en matière d'euro et de dettes souveraines. Cependant, ils ont obtenu des chefs des 17 Etats de la zone euro qu'ils acceptent le «plan B», c'est-à-dire un nouveau traité de l'UE.

Tous les Etats de la zone euro vont s'engager à introduire une limite légale à l'endettement, à accepter des sanctions automatiques en cas de déficits budgétaires trop élevés, à accorder les pleins pouvoirs à la Commission européenne en cas d'endettement trop élevé d'un pays pour intervenir dans son budget national et, le cas échéant, saisir la Cour de justice européenne. Le MES, prévu pour durer, qui devrait permettre à un organisme financier central d'accorder des crédits de plusieurs centaines de milliards d'euros aux Etats, fonctionnera dès 2012 et non pas, comme prévu, dès 2013.

Les partisans de ces décisions parlent d'un pas important en direction d'une «union budgétaire», c'est-à-dire d'une centralisation des politiques budgétaires qui relevaient jusqu'ici de la compétence des Etats. Les gouvernements de la zone euro suivent ainsi la voie d'une mise au pas croissante des Etats et passent outre aux mises en garde de spécialistes réputés telles qu'elles s'expriment notamment dans l'article ci-après.

La crise de l'euro divise l'Europe: en Grèce, en Irlande, au Portugal et en Espagne (Etats GIPS), les masses protestent contre les diktats de rigueur imposés par les Allemands et la «troïka» (Banque centrale européenne, Commission européenne et Fonds monétaire international). Et à Berlin, Francfort et Bruxelles, on considère que seuls les Etats GIPS sont responsables car ils ont vécu au-dessus de leurs moyens et ont violé toutes les règles du Pacte de stabilité. Mais comme on pense que l'Europe échouera si l'euro s'effondre et que celui-ci s'effondrera si un seul des Etats GIPS est insolvable, les coupables doivent être sauvés à tout prix. Mais pour pouvoir obtenir des crédits, ils doivent se soumettre aux mesures de rigueur draconiennes de la troïka.

Cette interprétation de la situation, répandue surtout à Berlin, n'est pas correcte. Certes, en Grèce, une politique financière insouciance a contribué à la crise actuelle, mais en Irlande et en Espagne, les gouvernements, après l'introduction de l'euro, ont maintenu l'endettement très au-dessous de la limite fixée par Maastricht (nettement plus au-dessous que l'Allemagne) et, ici aussi contrairement à l'Allemagne, ils ont, avant le début de la crise financière internationale de 2008, équilibré leurs budgets et même enregistré des excédents. Ici l'en-



Cours de change effectifs réels (indice 2000 = 100) © MPI für Gesellschaftsforschung

dettement de l'Etat n'était pas la cause mais la conséquence de la crise financière car, comme chez nous, l'Etat devait sauver les banques et sauvegarder les emplois. Mais le fait que la dette souveraine ait beaucoup plus augmenté dans ces pays que chez nous et que les marchés financiers aient réagi en exigeant des primes de risque prohibitives est dû à des erreurs d'avant la crise dont sont responsables non pas la politique financière des Etats GIPS mais avant tout l'union monétaire européenne elle-même et la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE). L'union monétaire était née sous la pression française mais l'Allemagne avait fait en sorte que la politique monétaire de la BCE soit calquée sur le modèle imposé chez nous par la Bundesbank dans les années 1970. Celle-ci garantissait non seulement la valeur de la monnaie mais elle permettait également une croissance économique sans inflation dans la mesure où la politique financière et la politique salariale des partenaires sociaux respectaient le cadre fixé par la politique monétaire. Ce modèle (en principe monétariste) avait la plupart du temps fort bien fonctionné en Allemagne fédérale parce que la Bundesbank déterminait sa politique de la monnaie et des taux d'intérêt en fonction des risques aigus d'inflation et du potentiel de croissance de l'économie nationale, parce que les contacts entre la banque et le gouvernement étaient étroits et que les syndicats allemands, rompus à l'économie, étaient en mesure de tenir compte des directives annuelles de la politique monétaire dans l'évaluation de leur marge de manœuvre en matière de politique des salaires.

Ce modèle de fonctionnement n'a naturellement pas pu être reproduit lors du passage à

l'euro. L'union monétaire a débuté le 1^{er} janvier 1999 avec tout d'abord 11 membres, dont l'Irlande, le Portugal et l'Espagne, alors que la Grèce y a adhéré en 2001. Bien que dans les années 1990, tous aient accompli des efforts héroïques pour remplir les «critères de Maastricht» afin de pouvoir adhérer, les différences économiques, politiques et institutionnelles à l'intérieur de la zone euro étaient si grandes qu'elle ne pouvait pas, en particulier aux yeux des économistes américains, être considérée comme une «optimal currency area» dans laquelle il était possible de gérer le développement macroéconomique grâce à une politique monétaire unique et centralisée. Les partisans de l'union monétaire, en revanche, s'attendaient à ce que l'union monétaire elle-même et les échanges commerciaux ainsi que la circulation des capitaux rendus plus aisée favoriseraient la convergence au sein de la zone euro et aplanirait rapidement les différences qui subsistaient.

Et au début, il semblait qu'ils aient eu raison: les taux d'inflation avaient baissé, les déficits des Etats avaient diminué et les intérêts de la dette souveraine étaient tombés partout au bas niveau allemand depuis que les marchés financiers n'avaient plus à craindre des dévaluations. Contrairement à l'Allemagne, les pays qui avaient dû jusqu'à payer de hautes primes de risque bénéficiaient dorénavant de crédits bon marché et de coups de fouet donnés à la croissance qui facilitèrent le respect des règles du Pacte de stabilité concernant le déficit. Contrairement à ce qu'on craignait auparavant, les risques ne résidaient pas tout d'abord dans la politique financière des Etats membres, mais plutôt dans la politique monétaire qu'on avait confiée à la seule BCE indépendante.

Pour baisser leurs taux d'inflation au niveau des critères de Maastricht, les nouveaux pays membres pouvaient encore faire jouer la politique monétaire restrictive de leurs banques centrales. Finalement, ils purent s'approcher du niveau allemand, mais sans l'atteindre. En entrant dans l'union monétaire, ils perdirent toute influence sur les instruments monétaires et la BCE, qui détenait seule ces instruments, axa sa politique de masse monétaire et de taux d'intérêt sur la totalité de la zone euro et non pas sur les problèmes des pays individuels. Cela lui permit certes de limiter le taux moyen d'inflation de l'euro mais pour les pays dont les taux d'inflation et de croissance se situaient au-dessus ou au-dessous de la moyenne de la zone euro, la BCE ne pouvait pas (et elle ne le peut toujours pas) jouer le rôle que jouait la Bundesbank dans l'économie allemande. Sa politique unitaire axée sur la moyenne euro était trop restrictive pour certains pays et trop laxiste pour d'autres. Pour ces deux catégories, les mesures monétaires qu'elle prenait apparaissaient comme des erreurs de gestion qui entraînaient les uns dans la surchauffe et plongeait les autres dans la récession.

La première victime de cette mauvaise politique monétaire a été l'Allemagne qui

avait adhéré à l'union monétaire dans une phase de récession et avec le taux d'inflation le plus bas. Le taux nominal de la BCE était trop élevé pour elle alors qu'il était trop bas pour les pays GIPS qui avaient des taux d'inflation élevés. C'est pourquoi les taux réels (corrigés de l'inflation) déterminants pour les décisions économiques étaient particulièrement élevés pour l'Allemagne alors qu'ils tombèrent par moments en dessous de zéro pour les pays GIPS. Donc, en Allemagne, le taux trop élevé des crédits affaiblit la consommation et l'investissement qui étaient déjà faibles tandis que les taux réels extrêmement bas stimulèrent la demande dans les pays GIPS. Finalement, entre 2001 et 2005, l'Allemagne sombra dans une longue récession accompagnée d'une augmentation considérable du chômage alors qu'en Irlande, en Espagne et en Grèce, la forte croissance économique financée par le crédit réduisit le chômage.

Dans la première moitié de la décennie, l'Allemagne fut donc «la malade de l'Europe». Sans l'union monétaire, la politique monétaire aurait pu y remédier et une politique financière expansive aurait pu stabiliser le chômage. Comme ces options visant la demande intérieure étaient exclues, (et l'Allemagne enfreignait déjà le Pacte de stabilité à cause de la baisse de ses recettes et de l'accroissement de ses dépenses dues à la récession), il ne lui resta plus que la politique Hartz-IV axée sur l'offre et le refuge dans les exportations. Elle fut possible grâce à une politique salariale extrêmement prudente des syndicats qui fit baisser chez nous les salaires réels. En revanche, dans les pays GIPS, la conjoncture intérieure financée par le crédit augmenta non seulement la demande de produits d'importation mais également les salaires et les frais salariaux unitaires et la perte de compétitivité internationale entraîna des écarts croissants entre les balances des paiements.

Sans l'union monétaire, les déficits des balances des paiements auraient été corrigés par les crises des balances des paiements, une baisse des cours de change ou des taux de risques plus élevés. Mais dans la zone euro, il n'y avait pas de risques de change pour les investisseurs. Et comme en Allemagne, vu la mauvaise conjoncture, les recettes des excédents d'exportations ne pouvaient être ni consommées ni investies dans le pays, les exportations de capitaux allemands financèrent également la demande croissante de crédits des pays GIPS. Il en résulta des déséquilibres macroéconomiques systémiques dans la zone euro.

Ce n'est que la crise financière internationale qui mit fin à ce cercle vicieux. Tandis que les banques des pays créanciers devaient amortir leurs placements en valeurs américaines, les banques des pays débiteurs ne purent plus se refinancer. C'est pourquoi dans les deux cas les Etats durent s'endetter afin de sauver les banques et les emplois. Cependant l'économie des pays GIPS, tributaire du crédit, fut précipitée dans une crise particulièrement aiguë par le resserrement global du crédit (et en Irlande et en Espagne par l'éclatement de bulles immobilières), crise qui fit grimper la dette souveraine également dans les pays qui avaient été particulièrement solides jusque-là. Et c'est seulement maintenant que les agences de notation et les marchés mettent en doute la solvabilité des Etats GIPS, avec pour conséquence qu'ils ne peuvent obtenir que des nouveaux crédits aux primes de risque exorbitantes. C'est de ce problème qu'il s'agit maintenant avec les plans de sauvetage européens de la Grèce, de l'Irlande et du Portugal.

Mais en leur permettant d'emprunter de l'argent à des taux raisonnables, on ne fait que gagner du temps. Et même avec la réduction, de toute façon nécessaire, des dettes souveraines considérables, on ne serait pas sorti de l'auberge. L'ampleur véritable du problème à résoudre n'apparaît clairement que lorsqu'on tient compte des taux de change effectifs réels. Le graphique ci-dessus montre la situation dramatique de la compé-

Fritz Wilhelm Scharpf est un juriste et politologue allemand. De 1973 à 1984, il fut directeur de l'Institut international de management et d'administration du Wissenschaftszentrum de Berlin. En 1986, il fut nommé directeur de l'Institut Max-Planck de recherches sociologiques de Cologne, fonction qu'il exerça jusqu'à son départ en retraite en 2003.

Pendant ses longues années de recherches, il se consacra à plusieurs domaines que l'on peut diviser en sept aspects principaux. En plus de ses études comparatives relatives à l'économie politique des Etats sociaux, à l'économie politique de l'inflation et du chômage en Europe occidentale et à la politique de crise des pays sociaux-démocrates dans les années 1970, il se consacra à l'étude du fédéralisme allemand, à l'interdépendance politique de la Fédération, des Länder et des communes, à l'intégration européenne ainsi qu'aux problèmes d'organisation et aux processus décisionnels au sein de l'administration ministérielle.

Au cours de ces derniers mois, il a rédigé diverses contributions scienti-

fiques critiques sur l'union monétaire européenne, notamment «Die Eurokrise: Ursachen und Folgen» (Zeitschrift für Staats- und Europawissenschaften, Vol. 9, Nr. 3, p. 324-337), «Mit dem Euro geht die Rechnung nicht auf» (Max Planck-Forschung, 3/2011, p. 12-17), «Die Geldunion selbst ist das Problem» (Berliner Republik, 4/11, p. 8-11, ou «Monetary Union, Fiscal Crisis and the Preemption of Democracy» (in: Joachim Jens Hesse [Hg.], Zeitschrift für Staats- und Europawissenschaften, Vol. 9, Nr 2, p. 163-198.

Le 30 novembre, la «Frankfurter Allgemeine Zeitung» a relaté une controverse publique entre Fritz Wilhelm Scharpf et Jürgen Habermas à l'occasion d'une manifestation à Berlin sur le thème «Les limites de l'intégration européenne».

Le journal citait Scharpf: «La crise de l'euro ne permet pas de démocratiser l'Europe. Au contraire, elle conduit à une super-Europe autoritaire et expertocratique et pourrait même entraîner une guerre civile européenne.»

Il est question d'un nouveau parti en Allemagne

Que faire suite à la décision des membres du FDP?

par Karl Müller

Le 21 août 2011, le président du bureau électoral allemand a enregistré 112 différents partis allemands. Les noms des partis s'étendent de A, comme «Ab jetzt ... Bündnis für Deutschland, für Demokratie durch Volkssabstimmung» [Dès maintenant... Union pour l'Allemagne, pour la démocratie par référendum] jusqu'à Z tel que «Zukunfts-Liga LIGA» [Ligue de l'avenir]. On ne souffre donc pas d'un manque de partis en Allemagne et l'on enregistre presque chaque jour de nouvelles formations.

Toutefois, la population ignore l'existence de la plupart de ces partis et des nouvelles formations et moins de 10% de ces partis ont un siège dans les organes parlementaires allemands.

Dans la mesure où un nouveau parti a pu s'établir durablement, comme par exemple les Verts depuis le début des années 80, on peut se demander si ce n'est pas le résultat d'une volonté d'autres forces. La création de nouveaux partis après la Seconde Guerre mondiale dépendait entièrement du bon vouloir des puissances victorieuses. Il fallait une licence pour fonder un parti. Toutefois, la Seconde Guerre mondiale est loin derrière nous et depuis le «Traité Deux plus quatre» de 1990 l'Allemagne a recouvré officiellement sa souveraineté. Certains observateurs prétendent toutefois que la souveraineté allemande n'est qu'un leurre et qu'il faut toujours l'accord de l'ancienne plus grande puissance victorieuse, soit les Etats-Unis, pour assurer la survie d'un nouveau parti.

En définitive, le nombre de partis représentés dans les organes parlementaires allemands est resté très faible depuis 1945 et le droit électoral (p. ex. la barrière des 5%) contribue à rendre difficile l'activité politique de nouveaux partis.

Ceux qui envisagent actuellement la création d'un nouveau parti le savent. L'un d'entre eux se nomme *Hans-Olaf Henkel*, ancien président de l'Association fédérale de l'industrie allemande (BDI), organe de grande influence. Il fut, au début, un partisan de l'euro, mais en est devenu entre temps l'un des adversaires les plus critiques (cf. *Horizons et débats* n° 46 du 21/11/11). On parle depuis des mois de la création éventuelle d'un nouveau parti et il ne s'agit pas d'un projet en l'air destiné à l'échec comme ce fut le cas pour beaucoup d'autres tentatives. Il s'agit en fait de savoir si le moment est mûr pour la création d'une nouvelle force politique allemande capable de convaincre avec un programme clair et des personnalités convaincantes et d'atteindre

ainsi un nombre suffisant de voix pour permettre de changer la direction de la politique du pays. Il s'agit aussi de savoir si ces personnalités auront suffisamment de force pour résister aux attaques de la classe politique, mais aussi pour empêcher les fossoyeurs de s'opposer à la prise des mesures nécessaires – au vu du renforcement prévu de la crise dans les domaines de l'économie, de la politique et de la société – et pour assurer sérieusement le changement de direction de la vie politique.

Hans-Olaf Henkel a émis à plusieurs reprises au cours des dernières semaines et des derniers mois l'idée de la création d'un nouveau parti, en dernier lors d'une interview avec le magazine Stern le 1^{er} décembre. On voulait savoir quand serait prise la décision de créer un nouveau parti, à quoi il répondit: «Pas avant le 13 décembre. C'est le jour où les membres du FDP [parti libéral] prendront leur décision au sujet du plan de sauvetage de l'euro. Si la direction du parti perd, elle devra se retirer. Si elle s'impose, cela signifiera pour moi que ce parti est au bout du rouleau, ce que bien des gens estiment être le cas, et alors il faudra un nouveau parti.»

Jusqu'au 13 décembre, les membres du FDP ont pu voter sur une motion, selon laquelle le parti s'engagerait à se prononcer contre le *Mécanisme européen de stabilité* (MES) durable au Bundestag. La motion fut déposée par le député FDP *Frank Schäffler* et l'ancien homme politique du FDP *Burkhard Hirsch*. Schäffler et ses collègues avaient réuni plus que les 3400 signatures nécessaires pour exiger une telle décision des membres. Ils avaient ainsi apporté la preuve que beaucoup de membres au sein du parti n'étaient pas d'accord avec la politique menée par le gouvernement.

Quant à Schäffler, il avait dans une lettre du 14 novembre refusé l'idée de la création d'un nouveau parti et, du coup, avait pris ses distances par rapport aux réflexions de Henkel: «Malgré les nombreux points communs, je me demande si Henkel tient vraiment à la réussite de la décision des membres du FDP en ce qui concerne le MES. Ses appels, en faveur d'une adhésion au FDP afin de participer au vote, quitte à se retirer par la suite si le résultat devait être négatif, n'étaient pas faits pour donner de l'assurance à la base du parti. Pas plus d'ailleurs qu'aux anciens membres du parti qui souhaitent empêcher la mise en œuvre du MES. Comme Henkel ajoute encore qu'il faudra créer un nouveau parti au cas où la décision des membres du parti serait négative, il porte un coup à

toute l'affaire et aux 4000 signataires qui avaient par là imposé la première tenue d'un tel vote. Qui veut participer doit adhérer au FDP, mais y rester quel que soit le résultat. Il est trop facile de transmettre du dehors des recommandations. Les membres fondateurs du «Liberaler Aufbruch» [Nouveau départ libéral] au FDP ont fondé ce mouvement il y a un an, afin de remettre à l'honneur les positions classiques libérales du parti et pour mettre en place dans ce parti une majorité favorable à ces conceptions. Nous n'avons consciemment pas fondé un parti dans le parti et nous ne voulons pas en créer un hors du FDP.»

Il ne serait guère heureux pour l'Allemagne de se fixer sur ces différences d'opinion plutôt tactiques. Il est plus important de se préoccuper du thème lui-même. Il est indéniable que les politiques menées jusqu'à présent par les partis représentés au Bundestag n'ont pas permis de sortir du cul-de-sac dans lequel se trouve le pays. Pas plus qu'il n'en sortira si l'on continue sur le chemin politique engagé. Il est toutefois vrai que dans tous les partis allemands se trouvent des personnalités qui ne sont pas d'accord avec cette politique. Indéniablement, les dirigeants des partis ont réussi jusqu'à présent à faire taire les voix de l'opposition, et cela contre tous les arguments. Mais il apparaît aussi que l'opposition dans les partis grandit contre les prétentions des dirigeants.

Il serait heureux pour l'Allemagne d'avoir une force politique rattachée à la représentation par les voix et les sièges, laquelle mènerait une politique convaincante et constructive pour sortir de la crise – le «parti des pirates» ne peut être cette force. Que pourrait-on recommander aux Allemands?

En fait, l'Allemagne a besoin non pas seulement d'un nouveau parti, mais de plusieurs qui s'occuperaient honnêtement et soigneusement de toutes les questions politiques actuelles. Cela va des questions sociales, en passant par l'ordre financier et économique, jusqu'à la question d'une véritable démocratie et d'une vraie souveraineté populaire, mais aussi de l'avenir de la famille et de son corollaire, soit les connaissances importantes de la pédagogie pour l'éducation et la formation, thème tant oublié et pourtant si important. Il faudrait aussi se préoccuper des techniques prometteuses et d'une protection sincère de notre environnement, de la vie commune des peuples et des Etats, de même que de celle des valeurs fondamentales d'une

société digne sous toute forme communautaire.

Le libéralisme politique mériterait une véritable renaissance en Allemagne. Au cours de la première moitié du XIX^e siècle le libéralisme politique allemand s'engageait pour la liberté, pour un Etat de droit constitutionnel et pour l'unité nationale. «Unité et droit et liberté pour la patrie allemande» – voilà les deux premiers vers de l'hymne national allemand. En lisant les textes libéraux datant d'avant 1848, on reconnaît facilement le caractère actuel des exigences de cette époque. Les citoyens sont nombreux à reconnaître un recul tant au plan politique que dans notre civilisation, provoqué notamment par les attaques culturelles qui durent depuis des décennies dans tous les domaines de la société, la destruction d'une économie de marché libre et de caractère social, ainsi que la perte de pouvoir des Etats nationaux démocratiques. Au cours des derniers jours et des semaines passées, il s'est révélé que l'agression violente contre la liberté et la démocratie est menée par une oligarchie arrogante de l'UE et par des forces influentes du capital financier.

Le libéralisme allemand avait déjà souffert en 1848 lorsque le mouvement national pour la liberté et la constitution échoua. Les libéraux allemands se sont par la suite querelés et divisés. Depuis lors, le libéralisme politique n'a plus jamais retrouvé le rayonnement qu'il avait connu dans la première moitié du XIX^e siècle.

Mais un tel rayonnement renouvelé serait un signe de vitalité pour l'Allemagne et l'Europe. On doit donc se poser la question de savoir si ce parti, qui se sent le garant du libéralisme allemand, sera capable de répondre à cette attente. C'est ce que pensent Frank Schäffler et ses amis. Mais ils ne sont pas les seuls à vouloir retrouver les racines du libéralisme politique allemand et à envisager un nouveau parti au cas où le FDP bloquerait toute avancée vers un véritable libéralisme. Ce qui unit toutes ces personnalités à l'intérieur et à l'extérieur du FDP est le souhait de voir instaurée une autre politique allemande. Ils auront quelque chance de succès dans la mesure où ils sauront sincèrement se tourner vers les citoyens en sachant prendre en compte leurs aspirations. Mais les citoyens eux-mêmes doivent s'impliquer. Il ne peut y avoir de changement de direction que si tous se comportent en véritables Citoyens. L'Allemagne ne se renouvellera pas du jour au lendemain, il y faudra beaucoup de volonté et de ténacité. ●

«Crise de l'euro ...» suite de la page 6

titivité internationale des pays GIPS depuis le début de l'union monétaire. Si l'on ne corrige pas ce retard, aucun plan de sauvetage ne changera quoi que ce soit à la dépendance de ces pays par rapport aux crédits ou aux transferts provenant de l'étranger. Et il n'existe que deux moyens d'opérer cette correction: la dévaluation nominale ou la dévaluation réelle.

La dévaluation nominale, qui dans le cas des pays fortement endettés, suppose une restructuration de la dette, a été écartée jusqu'ici catégoriquement dans les discussions politiques parce qu'elle nécessiterait au moins que le pays concerné sorte, du moins provisoirement, de l'union monétaire et que ce serait considéré comme un échec de l'Europe. Mais si on s'y résolvait, les exportations du pays seraient immédiatement meilleur marché, l'équilibre de la balance des paiements serait rétabli et la dépendance par rapport aux apports de capitaux serait maîtrisée. Certes, les prix augmenteraient en raison du renchérissement des importations et les salaires réels baisseraient. Pour ne pas nuire à la compétitivité internationale qui serait rétablie, les syndicats des secteurs exportateurs devraient renoncer à vouloir compenser les pertes réelles par des hausses de salaires nominales. Ce serait certainement difficile mais il

existe, et pas seulement en Allemagne, suffisamment d'exemples montrant qu'on peut, en accord avec les syndicats, obtenir une modération des revendications salariales. Si cela réussit, le pays peut échapper à la dépendance par rapport au marché des capitaux et aux plans de sauvetage européens et redresser son économie par ses propres forces.

Si, en revanche, le pays maintient sa participation à l'union monétaire, la baisse des prix à l'exportation, nécessaire pour rétablir la compétitivité internationale, doit être obtenue grâce à une dévaluation réelle qui nécessiterait une baisse rapide des coûts salariaux et, au final, une baisse considérable des salaires nominaux. Mais cela ne pourrait pas, même en Allemagne, se faire avec l'accord des syndicats. Il faudrait alors que l'Etat impose les baisses de salaires. On pourrait peut-être les réaliser dans le secteur public. En revanche, en ce qui concerne le secteur privé (pour lequel la compétitivité est importante), l'Etat n'aurait pas les moyens constitutionnels (en tout cas chez nous) et les moyens concrets (partout) d'imposer de manière efficace une baisse des salaires. Et un «gouvernement économique» européen n'y pourrait rien non plus. La baisse des coûts salariaux pourrait éventuellement être réalisée à long terme par le marché, c'est-à-dire sous la pression d'un chômage important. Mais jusque-là, la balance des paiements resterait déficitaire. Et c'est pourquoi les pays GIPS restent dépen-

dants des capitaux étrangers et, étant donné la méfiance des marchés des capitaux, il reste nécessaire, dans un proche avenir, de recourir à des crédits de soutien européens ou à des euro-obligations afin de baisser les taux d'intérêt des futures dettes.

Mais malgré cela, la politique monétaire unitaire de la BCE reste une partie du problème. Pour les pays GIPS, qui font face à une crise profonde, même ses taux bas sont trop élevés et les taux réels ont atteint un niveau extrême. Malgré cela, les taux de la BCE vont être relevés en anticipation de la hausse des taux d'inflation en Allemagne, même si c'est contraire à un redressement économique des pays en crise. En effet, comme l'a déclaré dans un exposé son [ancien] membre du directoire *Jürgen Stark* le 20 juin, la BCE considère que son unique mission consiste à «garantir la stabilité des prix dans la zone euro. La BCE ne doit ni ne veut s'en écarter parce que, par exemple, la croissance réelle ou le taux d'inflation dans certains pays membres de la zone euro sont très inférieurs à ceux d'autres pays membres.» La véritable politique monétaire dans la zone euro non unitaire qui a accru les déséquilibres macroéconomiques est aussi un obstacle à la maîtrise de la crise au sein de l'union monétaire.

En conclusion: La tentative de sauver l'euro sous sa forme actuelle à l'aide de crédits, d'euro-obligations ou de transferts financiers directs aux pays en déficit ne changera

rien aux problèmes structurels fondamentaux de l'union monétaire. Dans les Etats GIPS, les aides facilitent certes le comblement des déficits mais les plans de rigueur sévères renforcent et prolongent la crise économique et contraignent les gouvernements à prendre des mesures qui ne peuvent pas être légitimées démocratiquement. Là où elles sont prises, elles apparaissent comme imposées par les instances européennes et les pays prêteurs. Mais là on voit croître la lassitude politique à propos d'obligations qui ne cessent manifestement d'augmenter mais qui n'ont apparemment pas les effets promis. Par conséquent, la tentative de sauver l'euro est de nature à saper la légitimité démocratique des politiques dans les Etats membres et à éloigner les peuples européens les uns des autres plutôt qu'à favoriser le progrès vers une union politique légitimée démocratiquement. Donc si l'on entend sauver l'intégration européenne en même temps que l'euro, il faut réduire la zone euro au noyau dur des Etats membres étroitement liés entre eux et capables d'assurer une stabilité durable et de permettre aux autres Etats membres de revenir à un système monétaire européen plus souple. Sinon la crise de l'euro pourrait mener à l'explosion de l'Union européenne. ●

Source: Rapport de l'Institut Max-Planck de recherches sociologiques de Cologne (18/8/2011, www.mpg.de/4397700/eurokrise) reproduit avec l'aimable autorisation de l'auteur.

(Traduction *Horizons et débats*)

«Comme un groupe de hooligans dans un stade»

Interview de Giacomo Fiori, président de l'Associazione Pro Brontallo

thk. La commune de Brontallo a été très tôt confrontée à la réintroduction du lynx. Comme des moutons estivent sur son alpage, ils risquent constamment d'être victimes d'attaques de loups ou de lynx. Dans l'interview ci-après, le président de l'Associazione pro Brontallo s'exprime à propos de cette situation.

Horizons et débats: On réintroduit artificiellement le lynx et le loup en Suisse. Entre Göschenen et Erstfeld sévissent quelque 20 lynx. Depuis quand le lynx fait-il des dégâts sur votre alpage?

Giacomo Fiori: Le lynx est apparu pour la première fois chez nous en 1993.

Quelle est la situation aujourd'hui? Y a-t-il encore des lynx sur l'alpage?

Il n'existe aucune trace indiquant que le lynx hante encore notre région, mais nous supposons qu'il est encore présent. Cependant il a fait peu de victimes parmi les animaux d'élevage et nous en sommes très heureux.

Qu'avez-vous dû faire pour vous débarrasser des lynx?

Heureusement, pas grand-chose. Le terrain pose des problèmes pour chasser le lynx. Il existe de nombreuses caches et on a une mauvaise vue d'ensemble. Il aurait été impossible de mettre des clôtures et d'effectuer une surveillance. Il serait très difficile, voire impossible de se protéger et la situation devient dangereuse quand les bêtes sont nombreuses.

Depuis des années, on essaie par toutes sortes de ruses de réintroduire le loup et le lynx sous nos latitudes. Quelles en sont les conséquences?

Ce serait la fin de l'agriculture de montagne. Quand les loups et les lynx apparaissent, et ce risque existe toujours, on ne peut pas se protéger, pas plus que contre un groupe de hooligans dans un stade.

Quel danger représentent le loup et le lynx pour les hommes et les bêtes dans votre région?

Quand un loup a faim et qu'il ne trouve pas assez de nourriture, il ne fait plus guère la différence entre l'homme et l'animal et il attaque également l'homme. En meute, les loups sont imprévisibles. Le besoin de trouver de la nourriture est alors plus fort que le respect de l'homme.

Pour nous protéger, nous pourrions engager un berger, mais ce ne serait rentable que pour un grand nombre d'animaux, au moins 500. Or notre alpage n'offre pas assez d'herbe pour autant de moutons.

A Cerentino, il y a eu des loups au printemps dernier et certains agriculteurs doivent renoncer à leur exploitation parce que trop de bêtes ont été tuées. C'est ça, la réalité.

A votre avis, que devrait-on faire?

On devrait abolir le statut de protection de ces animaux, à moins qu'ils ne vivent dans un parc national. On ne devrait plus les introduire chez nous.

Se taire ou dénoncer les abus?

mw. Que doivent faire les citoyens honnêtes quand ils sont témoins d'abus dans l'administration publique?

Comme n'importe quel autre pays, la Suisse a besoin de la collaboration constructive de la population dont la grande majorité gagne honnêtement sa vie et, par ses impôts, permet le fonctionnement de l'Etat. C'est un devoir des citoyens de faire entendre leur voix lorsqu'une administration publique ne dépense pas l'argent des contribuables de manière prudente et économique. Nous vivons à une époque où le monde occidental dépense des milliards créés à partir de rien pour rembourser des dettes qui ne cessent de croître. Une époque où les pères qui doivent entretenir leur famille avec leur salaire et où les mères de famille économes ont l'impression de se comporter étrangement quand ils s'efforcent d'équilibrer leur budget et de mettre de l'argent de côté pour des temps plus difficiles alors que les grands groupes de la haute finance et les fonds spéculatifs, grâce à l'argent de notre épargne, accumulent des profits considérables ou perdent des sommes gigantesques qu'ils font rembourser par les contribuables. Alors que doivent faire les citoyens honnêtes dans cette situation quasi inextricable? Détourner les yeux avec résignation quand ils constatent des abus dans les administrations publiques ou faire preuve de courage et les dénoncer?

L'histoire des deux contrôleuses des Services sociaux de la ville de Zurich a été évoquée par les médias suisses en 2007. Pendant des années, elles avaient tenté de faire leur travail sérieusement, c'est-à-dire de contrôler les prestations sociales et dénoncer les

irrégularités. Elles constatèrent que jusqu'à 80 % des irrégularités relevées étaient classées sans suite. Elles allaient du non-signalement, par les allocataires, de biens ou de capitaux (voitures, longs ou fréquents voyages à l'étranger, propriétés à l'étranger) à des factures de médecin payées par les Services sociaux alors que les assurés avaient été remboursés par les caisses maladie. De nombreuses personnes ne vivaient pas à Zurich mais à l'étranger, d'autres n'avaient pas signalé un revenu, pour ne citer qu'une petite partie des cas décrits dans le livre du journaliste Alex Baur.

Après de nombreuses et vaines tentatives des deux fonctionnaires de demander une enquête sérieuse sur ces abus, et après qu'elles se furent plaintes plusieurs fois sans succès auprès de leur supérieur hiérarchique, elles finirent par se tourner vers un journaliste de la *Weltwoche* et lui remirent des exemples de ces irrégularités en anonymisant les dossiers. Le journaliste publia plusieurs articles en 2007 sur la base de ces documents. Il montrait de manière évidente qu'il fallait condamner les fraudes aux prestations sociales mais aussi en particulier le fait que les fonctionnaires des Services sociaux avaient très insuffisamment enquêté sur les abus. Or Monika Stocker (Verts), au lieu de s'excuser, licencia les deux femmes sans préavis.

Citons Alex Baur: «Pour moi, il s'agissait moins des fraudes aux prestations sociales, dont tout le monde parlait, que de l'usage fait des Services sociaux. La différence peut paraître purement sémantique mais elle est fondamentale. En Suisse, l'idée de protection sociale a une longue tradition. C'est pourquoi il y a des Services sociaux. Mais ce qui est grave, c'est un système qui, au nom de l'aide sociale, encourage et protège des comportements asociaux. Les fraudeurs devraient être punis (ce qui se produit rarement). Mais il vaudrait mieux que l'on prévienne ces délits.» (p. 17)

N'est-il pas injuste que l'on sanctionne deux citoyennes honnêtes qui voulaient précisément contribuer à cette prévention?

Source: Alex Baur, *Störfall im Sozialamt*, Ulm, 2011, ISBN 978-3-907668-88-7

Il ne s'agit pas de paroles vides, mais d'expériences personnelles. Mais ce qui se passe en Allemagne ne se produira pas nécessairement en Suisse. Ne vous découragez pas et agissez selon ma devise de vie: Fais ce qui est juste et ne crains personne.

K. M. (nom connu de la rédaction)

Faut-il que les promoteurs des parcs naturels recourent à des méthodes criminelles?

Tout d'abord merci de m'envoyer votre journal que je lis avec grand plaisir. Je n'ai encore jamais lu d'articles qui traitent du thème de l'écologie radicale de manière aussi approfondie, compétente et courageuse. Vous touchez là un aspect important de notre société. J'ai fait lire votre journal à mes frères et à mes collègues et ils sont tous impressionnés par la franchise de vos articles.

Pourriez-vous m'envoyer d'autres exemplaires à distribuer à mes connaissances?

Je suis en train de vous préparer des documents tirés de mes riches archives personnelles. Avec mes frères et des collègues, j'ai fondé un comité de défense contre l'extension du parc national *Bayerischer Wald*. Avec une vingtaine de personnes partageant mes idées, j'ai essayé d'empêcher l'extension du parc

national. Au cours des deux premières années, nous avons organisé 367 manifestations et collaboré à la rédaction de 800 articles de journaux. Grâce à mes contacts avec les chaînes de télévision, nous avons participé à 63 émissions. Or le seul résultat de tous ces efforts a été que le ministre-président *Stoiber* a différé de deux ans l'extension du parc et nous a harcelés. Cette attitude nous a usés. Nous avions tous un métier, nous rentrions souvent chez nous vers deux heures du matin et devions nous lever à cinq heures déjà. A la longue, personne ne peut supporter ce régime. Lors de la cérémonie consacrée à l'extension, en novembre 1997, *Stoiber* a lancé aux manifestants: «Vous pouvez crier tant que vous voudrez...» J'ai enregistré cette scène en vidéo et elle a été diffusée par RTL.

Vous vous investissez énormément en faveur de cette cause, ce qui pourrait devenir dangereux pour vous. Il y a parmi les écologistes fanatiques des gens qui ne reculent devant rien:

1^{re} phase: On essaie de ridiculiser publiquement les adversaires.

2^e phase: On les diffame sur le lieu de travail, on les accuse à tort d'agissements criminels.

3^e phase: Ils reçoivent des appels ou des lettres de menaces: Si vous ne cessez pas vos activités, on s'arrangera pour que vous ayez un accident de la circulation ou qu'il arrive quelque chose à vos enfants.

4^e phase: On les attaque physiquement ou on attende à leur vie.

De grands succès économiques des parcs naturels dans l'UE?

Une affirmation plus audacieuse que vraie

mw. D'après le message du Conseil fédéral à l'adresse du Parlement, les 40 parcs régionaux naturels existants en France ont des conséquences favorables sur la nature et l'agriculture ainsi que le maintien et la création d'emplois et la consolidation de branches économiques. Des succès semblables auraient été atteints en Italie, en Autriche et en Allemagne.

L'affirmation que les parcs naturels auraient comme conséquences une augmentation de la croissance économique et la création d'emplois est cependant plus audacieuse que vraie. Apparemment les moteurs turbo de l'UE savent très bien que c'est, à part les contributions de l'Etat, le seul appât avec lequel il pourraient essayer de susciter l'intérêt de la population dans les communes, en détournant ainsi leur attention de la perte de leur autonomie communale et de leurs droits démocratiques.

Gérard Moulinas, directeur de la Fédération des Parcs naturels régionaux de France, dans *Fokus*, (revue de l'OFEFP) en mars 2005:

«Est-ce qu'il existe une utilité directe pour l'économie régionale avec l'utilisation du label?

Il existe un label «Parc» qui appartient à l'Etat. Les parcs naturels régionaux

peuvent en faire usage pour faire connaître l'image de leur espace vital vers l'extérieur, par exemple avec des produits et par leurs services locaux. Environ 300 produits sont reconnus aujourd'hui. Le marquage a une forte influence sur les possibilités de la vente directe et apportent de la plus-value au producteur.»

Comme preuve de cette affirmation fumeuse le lecteur aimerait voir des chiffres. En tout cas, Monsieur Moulinas n'est pas du tout convaincu que la population, au bout de dix ans, ait la volonté de prolonger les accords du parc, bien que les parcs reçoivent des subventions de l'UE (4% des coûts en France, 450 000 euros pour le parc naturel «Goldstrand» en Bulgarie etc.):

«Une telle révision du concept du parc est soumise à une votation populaire. C'est un défi considérable, parce qu'il s'agit de persuader toutes les communes de réintégrer le parc naturel régional.»

Eh bien oui – s'il faut «persuader les communes» de continuer avec le parc naturel, le profit ne peut pas être très grand. Et n'oubliez pas les coûts de la bureaucratie qui doivent être portés en partie par les communes elles-mêmes.

Graves conséquences des parcs naturels pour les forêts



Ces quelques photos montrent ce qu'on fait à nos forêts sous prétexte de «parcs naturels». Sous la devise «Sihlwald light» un magnifique pan de forêt dans les environs de Zurich a été déboisé avec pour résultat prévisible qu'il a fallu par la suite étayer les pentes qui glissaient. Nous savons tous que le bois qu'on laisse traîner ne choque pas seulement les amis de la nature. Il entraîne aussi des conséquences pour les forêts, mais personne ne veut être responsable, comme autrefois lors du dépérissement des forêts.

H. G. (nom connu de la rédaction)

Mainmise d'organisations internationales sur l'école suisse

Lettre du «Schulforum Schweiz» adressée
aux directeurs cantonaux de l'Instruction publique, aux parlementaires et aux médias

Aarau, le 17 novembre 2011

Madame, Monsieur,

Depuis plus de dix ans, le système scolaire suisse subit des changements, de l'école enfantine à l'université, en faveur d'une harmonisation globale, processus en cours qui passe en grande partie inaperçu et se produit en marge de nos coutumes fédéralistes. Ce qui, aujourd'hui, se passe de manière occulte dans le secteur de l'école peut ouvrir la voie à d'autres mainmises dans des domaines souverains (p.ex. la santé ou la politique de sécurité) et vise la dissolution de nos traditions démocratiques.

Cette mise au pas est pilotée par des bureaucraties internationales (UE, OCDE) et des ONG qui paraissent inoffensives dans l'intention de mettre l'école des Etats membres au service de l'économie globale. Cela nécessite l'économisation et l'harmonisation des objectifs de l'enseignement. Or chez nous, ces derniers sont fixés par des lois cantonales et votés par le peuple. La comparabilité globale de ces objectifs qui est visée suppose une harmonisation des normes scolaires qui exclut les spécificités nationales, culturelles, ethniques et religieuses et sacrifie ainsi les valeurs fondamentales supérieures.

Le culot avec lequel des organisations internationales sans aucune légitimité sapent notre souveraineté (comme celle d'autres pays) apparaît au grand jour dans l'étude de 30 pages de l'université de Brême intitulée *Soft Governance in Education. The PISA Study and the Bologna Process in Switzerland, 2010*.*

L'étude analyse l'importance des organisations internationales dans la gouvernance de la politique suisse de l'éducation et elle

* Pour le texte original en anglais, cf. www.sfb597.uni-bremen.de/homepages/bieber/arbeitspapier/Beschreibung.php?ID=159&SPRACHE=de&USER=bieber
Pour la traduction allemande, intitulée «Sanfte Steuerungsmechanismen in der Bildungspolitik», cf. www.schulforum.ch

«La manière («mécanismes de soft governance») dont cet objectif doit être atteint clandestinement, ou a déjà été atteint, menace considérablement notre souveraineté parce que le gouvernement, le Parlement, le peuple et les cantons ont été ignorés. Cela revient à vider notre démocratie de sa substance et menace de gagner à l'avenir d'autres secteurs politiques.

Il est grand temps que la Suisse politique prenne connaissance de la situation et réagisse efficacement.»

Bruno Nüsperli

décrit avec une franchise incroyable les instruments par lesquels l'OCDE et l'UE ont pu s'imposer comme de «nouveaux acteurs internationaux» dans le système scolaire de la Suisse fédéraliste. Il s'agit du processus de Bologne pour le secteur universitaire (UE) et de PISA (OCDE) pour l'école obligatoire. «PISA a introduit la logique économique dans l'éducation. Aussi ses préceptes sont-ils fondés sur l'éducation conçue en tant que capital humain plutôt que comme un droit fondamental», lit-on page 19. En ce qui concerne le processus de Bologne, on lit ceci page 21: «En Suisse, Bologne est perçue comme 'la réforme la plus importante depuis Humboldt', surtout parce qu'elle peut encourager à la fois l'harmonisation internationale et nationale des structures et des objectifs. Son pouvoir ne peut pas être expliqué sans référence à la Commission européenne. L'acteur international doit entrer avec une extrême précaution ou 'en crabe' dans le domaine 'interdit' de l'enseignement supérieur national parce qu'il ne dispose pas de compétences légales ni de mécanismes de contrainte envers les Etats signataires de Bologne.» (sic!)

L'étude conclut que les instruments de gouvernance ont eu une influence considérable et inattendue sur la politique suisse de l'éducation et considère le succès de la

transformation de la souveraineté suisse en matière scolaire comme un modèle pour le changement politique dans d'autres pays.

Si la «transformation» sournoise de la souveraineté suisse par des bureaucraties étrangères illégitimes est grave et doit être rejetée, les contenus impliqués par cette transformation sont encore plus graves.

L'abandon de la tradition humaniste occidentale représente un changement de paradigme qui aura de lourdes conséquences pour l'avenir de la nation suisse. Cela commence par le fait que l'étude «Self Governance in Education» parle d'éducation quand elle veut dire instruction. Mais l'éducation implique toujours l'humanité de l'homme avec ses facultés spirituelles. L'idéal éducatif humboldtien implique davantage que la simple acquisition de connaissances. La maturation de l'individu, l'épanouissement de la personnalité et le développement de talents jouent un aussi grand rôle. La conception moderne de l'éducation concerne le processus de développement qui accompagne toute la vie de l'homme au cours de laquelle il enrichit ses facultés spirituelles, culturelles et pratiques et ses compétences individuelles et sociales. Or cette éducation complète ne saurait être transmise au moyen de normes et de compétences scolaires comparables et nivelées au

plan global. Elle représente pourtant un élément clé pour le développement de l'identité et la force vitale d'un peuple, condition de toute démocratie directe. Des normes scolaires internationales harmonisées sur la base de «crédits» (processus de Bologne) ou de palmarès de pays à la PISA ont déjà signé la perte de qualité du modèle pédagogique suisse qui avait fait ses preuves.

Depuis quelque temps, la «soft governance» transforme nos écoles, le plus souvent à notre insu, mais avec un vif succès. C'est dangereux pour l'identité suisse, et cela pour deux raisons:

1. Le nouveau système scolaire, implanté de l'extérieur, ne correspond en aucune manière à l'éducation reposant sur la tradition humaniste qui était en vigueur jusqu'à présent, et cela parce qu'on a remplacé l'éducation de l'homme par des objectifs économiques, maintenant dépassés et qui ont manifestement échoué. Pour pouvoir surmonter les crises actuelles et futures, nous avons besoin de fortes personnalités capables d'agir au service des hommes, telles que le système scolaire les a toujours produites.

2. La manière («mécanismes de soft governance») dont cet objectif doit être atteint clandestinement, ou a déjà été atteint, menace considérablement notre souveraineté parce que le gouvernement, le Parlement, le peuple et les cantons ont été ignorés. Cela revient à vider notre démocratie de sa substance et menace de gagner à l'avenir d'autres secteurs politiques.

Il est grand temps que la Suisse politique prenne connaissance de la situation et réagisse efficacement.

Tout en vous remerciant de l'intérêt que vous avez porté à ces lignes, je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à mes sentiments les meilleurs.

Bruno Nüsperli,
président du «Schulforum Schweiz», Aarau

Seul un bon enseignement permet de former des chercheurs et des coopérants pour demain

Il faut préparer notre jeunesse de manière réaliste à effectuer des missions, également dans le domaine écologique et de l'aide au développement

Une force du Centre écologique de Langenbruck sont les offres de formation qui ont d'une part un rapport direct avec la pratique et le quotidien et qui prennent d'autre part en considération les intérêts des participants et enseignent les connaissances d'une manière stimulante.

Nos offres de formation au sujet de l'énergie et de son maniement se basent sur de la compétence professionnelle et un transfert de connaissances habile. Les cours sont offerts depuis plusieurs années avec succès dans des écoles de la Suisse entière et sont régulièrement complétés par des connaissances

nouvelles et intéressantes. D'une part, on transmet ainsi aux participants beaucoup de connaissances, d'autre part, on les motive à manier l'énergie plus consciemment dans la vie quotidienne. Les journées d'expériences de l'énergie sont offertes dans différents modules thématiques et selon les catégories d'âge. En outre, nous offrons un choix de cours pour adultes, entreprises, associations ou groupes sur les thèmes concernant l'énergie et la consommation. Ainsi, l'excursion d'entreprise sera une expérience passionnante et instructive, tout comme une formation continue interne à l'entreprise, au plan de l'énergie.

Un aperçu d'une journée d'expériences de l'énergie

Encore un peu timides, les élèves d'une classe secondaire se retrouvent devant leur école. Ils sont attendus par l'équipe du centre écologique qui va les accompagner à travers les différents modules. Six modules sur le thème de l'énergie sous forme de différentes stations ont été installés dans tout le bâtiment scolaire. Les jeunes vont passer trois quarts d'heure à chaque module.

Du jus d'orange aux granulés de bois

Le groupe commence par le premier module traitant des énergies renouvelables dans la cour d'école: Sur une table, il y a une roue à aubes, sous forme de turbine Pelton. Une presse à oranges y est raccordée. D'abord les oranges sont coupées puis elles sont pressées à l'aide de l'énergie hydraulique. Un verre

de jus d'orange fraîchement pressé aide les élèves à se réveiller définitivement et ouvre les yeux pour la prochaine station, un capteur solaire pour produire de l'eau chaude. Bien qu'il n'ait été exposé que quelques minutes au soleil matinal, de l'eau chaude gicle du tuyau. Pour celui qui n'est toujours pas entièrement réveillé, une petite douche pourrait aider. Juste à côté les élèves reconnaissent instantanément une installation d'énergie solaire: «Nous avons aussi une telle installation sur le toit de notre école!» A côté se trouvent des granulés de bois, fabriqués avec de la sciure, le biocarburant le plus moderne. L'emploi économique de la biomasse est une possibilité efficace pour chauffer. Les élèves doivent faire bouillir de l'eau avec le moins de bois possible.

Le deuxième module consiste en une caisse argentée avec écran, nommé «Eco-sonic». L'appareil futuriste pose des questions par exemple sur l'énergie au quotidien, le chauffage, la mobilité ou les énergies

renouvelables. Les réponses correctes sont récompensées par des points et de la musique.

Tourner la manivelle jusqu'à ce que l'eau cuise

L'appareil installé dans la bibliothèque de l'école évoque chez les élèves les manivelles qui se trouvaient sur l'Alinghi. Mais avec celles-ci, ils ne doivent pas hisser des voiles, mais produire par la force musculaire de l'électricité pour faire bouillir de l'eau dans un verre. Les garçons du groupe sont tout feu tout flamme: «Je te montre comment ça marche!» Cependant il s'avère rapidement qu'on transpire plus vite que l'eau ne se réchauffe. C'est seulement après plusieurs relèves que la température de l'eau se met à augmenter perceptiblement. Lorsqu'enfin le point d'ébullition survient, tout le monde a compris: pour chauffer, il faut énormément d'énergie.

Source: Centre écologique de Langenbruck, *Mittellungen*, septembre 2011

(Traduction *Horizons et débats*)

Le Centre écologique de Langenbruck existe depuis 1979 et a été créé par la Fondation pour des technologies appropriées et l'écologie sociale (SATS), afin de réaliser les buts de la Fondation d'une manière pratique: promouvoir des technologies non polluantes, concilier les buts sociaux, écologiques et économiques des structures et renforcer le savoir-faire pour la réalisation de systèmes durables. Il élabore des technologies et stratégies adaptées au futur sur le plan privé et économique aux niveaux national et international. Il privilégie les projets qui s'harmonisent avec des buts sociaux, écologiques et économiques, qui sont axés sur la pratique et directement applicables.

Actuellement, le Centre écologique de Langenbruck est en rénovation et sera agrandi: pour ses projets de recherche et de développement, il obtiendra une nouvelle halle de recherche parce que les anciens bâtiments ne correspondent plus aux exigences actuelles. Et comme la demande pour ses offres de formation augmente depuis des années, les salles de formation – aujourd'hui trop petites et pas assez nombreuses – vont

être agrandies et rénovées. Le Centre veut ainsi assurer à long terme sa mission d'éducation et de recherche en tant qu'institution d'utilité publique. En principe, le Centre se finance majoritairement par des travaux sur commande, sur le marché libre. Pour des projets spécifiques, il a besoin de l'aide de personnes qui le soutiennent financièrement par des cotisations ou des dons.

Pestalozzi: «Savoir compter et calculer est le fondement de tout ordre intellectuel»

Extrait d'un rapport d'expertise sur différents matériels pédagogiques de mathématiques des degrés primaire et secondaire

Groupe de travail «Mündige Lehrer», Zeit-Fragen

Des enseignants d'écoles secondaires et d'écoles professionnelles attirent depuis assez longtemps l'attention sur le fait que les élèves, à leur entrée dans ces écoles, n'ont pas les connaissances et les savoir-faire nécessaires pour répondre aux exigences du secondaire. D'après une enseignante d'école professionnelle, dans les années 1990, les élèves de ses classes spéciales savaient mieux calculer que la plupart des élèves actuels de ses classes normales.

Pourtant les élèves d'aujourd'hui ne sont pas différents de ceux d'autrefois. Leur cerveau a les mêmes capacités et ils peuvent acquérir les mêmes connaissances mathématiques que les élèves d'autrefois, à condition que les matériels pédagogiques soient bons.

Il était donc compréhensible que l'on veuille comparer les matériels actuels aux anciens. Étonnamment, ni les éditeurs de manuels (cantons de Zurich et de Berne) ni les Hautes Ecoles pédagogiques (cantons de Zurich et de Berne) n'ont été en mesure de mettre à notre disposition des anciens matériels suisses. Soit ils ne disposaient pas d'archives soit, comme les Hautes Ecoles pédagogiques, ils «ne sont pas tenus d'archiver les matériels pédagogiques». Ainsi certains manuels n'ont été accessibles que grâce à un musée pédagogique. En conséquence, les documents sont limités à quelques cantons. Nous souhaiterions inclure dans nos recherches tous les matériels d'enseignement suisses alémaniques à partir du début des années 1960.

Des enseignants expérimentés de tous les degrés du secondaire ont examiné les matériels pédagogiques de mathématiques disponibles. Ce qui frappe, c'est que les anciens moyens, qui avaient été développés par des enseignants expérimentés, ont été jugés bons ou très bons. Ils initiaient les élèves prudemment aux mathématiques par étapes successives correspondant à leur développement intellectuel, en partant du concret pour aboutir à l'abstraction. C'est sur cette base que se construit ensuite l'édifice mathématique et les élèves peuvent éprouver du plaisir et manifester de l'intérêt pour cette discipline parce qu'ils la comprennent.

En août 2010, en raison du manque de relève en sciences et en médecine, le Conseil fédéral a fait étudier la situation et rapporté les résultats de l'enquête dans l'étude MINT (mathématiques, informatique, sciences natu-

relles, technique) qui concerne les professions reposant sur des bases mathématiques. Cependant nous tenons à parler aussi de la relève en médecine car on oublie facilement ce dernier domaine.

Dans ce qui suit, nous présenterons quelques-uns des matériels pédagogiques. Le rapport complet peut être obtenu auprès du groupe de travail.

Degré primaire: 1^{re} à 3^e année

L'enseignement des mathématiques au degré primaire – ici en particulier en 1^{re} année – est déterminant pour que les enfants abordent cette discipline avec plaisir et intérêt et que, plus tard, ils choisissent une profession artisanale ou universitaire nécessitant qu'ils s'intéressent aux mathématiques. L'enseignement de la structure du système numérique avec les opérations fondamentales doit s'effectuer minutieusement et avec logique, sinon les élèves ne peuvent pas acquérir la notion de nombre. C'est seulement s'ils comprennent que les élèves peuvent avoir confiance en eux et se sentir à l'aise dans l'univers des mathématiques.

Par conséquent la structure et le contenu des premiers matériels pédagogiques revêtent une importance capitale. C'est eux qui déterminent si l'enfant aimera cette discipline et aura plaisir plus tard à résoudre des problèmes plus difficiles ou au contraire si les mathématiques deviendront une «matière détestée», ce qui restreindra considérablement son choix professionnel.

Un bon matériel pédagogique doit s'accompagner d'un enseignement adapté aux enfants, ce qui est évident aujourd'hui. L'enseignant est extrêmement important pour la réussite des élèves. Il doit établir une relation avec chaque élève et savoir constamment où il en est et quand il a besoin d'aide. Il doit avoir pour objectif de susciter chez chacun le plaisir. Tous les élèves doivent pouvoir suivre. Les méthodes «modernes» telles que l'«enseignement individualisé» laissent beaucoup d'élèves seuls avec leurs questions non seulement dans la phase d'exercices mais dans la phase d'introduction. Ils sont là des heures à attendre et ont bientôt le sentiment de ne rien comprendre aux mathématiques.

Pour des raisons de place, nous nous bornerons ici à une sélection de matériels pédagogiques qui garantissent un enseignement bon à excellent.

«Rechenfibel», Staatlicher Lehrmittelverlag, Bern (1954–1980)

Les manuels du *Lehrmittelverlag Bern* destinés aux 3 premières années ont servi pendant de longues années à l'enseignement des fondements du calcul. Comme dans d'autres cantons alémaniques, les élèves qui utilisaient ces manuels étaient bien préparés au passage en 4^e année. Avec leur structure logique et leurs thèmes d'accompagnement concrets et adaptés aux élèves, ils se prêtent très bien aux 3 premières années. Ils procèdent par petites étapes. Jamais on n'introduit deux types d'opérations en même temps, jamais on n'introduit des notions nouvelles dans la phase d'exercices. Il en résulte que les élèves ont toujours suffisamment de temps pour comprendre et intégrer les nouveaux problèmes. Le passage à la dizaine est bien expliqué et exercé. (Il est idiot de prétendre que chaque enfant doit découvrir lui-même comment faire ce passage. Seule la réussite donne à l'enfant la sécurité, la confiance en soi et le plaisir d'apprendre.)

Ce matériel pourrait être réédité à peu de frais.

A titre d'exemple, nous allons décrire plus en détail le manuel de 1^{re} année afin d'en montrer la structure cohérente.

Grâce à son format A5, il est très maniable. Le livre du maître, de même format, est un peu plus volumineux car il contient pour chaque page du manuel de l'élève des conseils didactiques.

L'approche des premiers concepts numériques s'effectue à l'aide d'objets de la vie courante des élèves: crayons, animaux de bois, fleurs, enfants, etc. avant que l'on passe à des symboles numériques comme des pièces de monnaie, des triangles ou des carrés en carton pour finir par les nombres abstraits.

Ces trois étapes, allant du concret à l'abstrait, sont rigoureusement respectées lors de chaque notion nouvelle et permettent à tous les enfants de comprendre les problèmes.

Chaque nombre de 1 à 20 est introduit au moyen d'une petite histoire illustrée que l'on commente (p. ex. une prairie avec des animaux au bord d'un ruisseau). Ainsi l'image offre une représentation concrète avant que l'on aborde le nombre abstrait (p. ex. 1: soleil, 2: enfants jouant avec deux balles, etc.). Les enfants doivent trouver eux-mêmes des illustrations représentant 2 bras, 2 yeux, etc. Ils montrent, dessinent ou posent les objets. Ensuite seulement, ils placent à côté des symboles de carton (p. ex. 2 pièces de monnaie) pour finir par écrire le nombre 2.

On introduit également l'addition et la soustraction au moyen de petites histoires illustrées tirées de la vie réelle. Deux abeilles butinent une fleur, une troisième vient se joindre à elles. Ou bien: Un oiseau vient cueillir une fraise sur une plante comportant deux fruits. Les enfants inventent d'autres histoires, dessinent ou posent des objets, commentent ce qui se passe. Après seulement, on montre et apprend les symboles et les signes +, – et =. Quand les enfants écrivent les opérations en chiffres, ils ont une image, représentation dans l'esprit.

Pour chaque nouvelle étape, il existe de nombreux exercices bien structurés, allant du simple au complexe. Les enfants peuvent s'exercer jusqu'à ce qu'ils sourient de satisfaction, estimant qu'ils ont acquis la notion et souhaitent passer à l'étape suivante.

Quatre types d'opérations – additionner, soustraire, compléter, décomposer – portant sur les nombres de 1 à 10 sont exercées et consolidées par petites étapes pendant 6 mois. Puis on aborde les nombres 10 à 15, puis 15 à 20, toujours en partant méthodiquement de ce que connaissent les enfants (comme nous l'avons évoqué ci-dessus). Suivent de nombreux exercices importants destinés à identifier des ressemblances entre la série 1–10 et la série 10–20: $2 + 4 = ?$ $12 + 4 = ?$ $5 - 3 = ?$ $15 - 3 = ?$ Ici aussi,

les enfants sourient de satisfaction après les exercices et disent: Je n'ai plus besoin de calculer, je peux simplement écrire les chiffres.

Ce qui est très important, c'est l'introduction minutieuse du passage à la dizaine car elle constitue la base du travail des 2^e et 3^e années sur les nombres de 1 à 100 et de 1 à 1000. Tout d'abord on travaille en détail les additions jusqu'à 10: Pierre a 6 noix. Combien de noix doit-il encore cueillir pour en avoir 10? Ou: Sur un fil, il y avait 17 oiseaux. Il en reste 10. Combien se sont envolés?

Le passage à la dizaine est expliqué et exercé à l'aide de boîtes de 10 bobines de fil. Les enfants mettent les bobines dans des boîtes et constatent: Il n'y a plus que 9 bobines bleues et 2 bobines rouges.

On remplit la première boîte. Dans la deuxième boîte, il n'y a plus qu'une bobine:

$$9 + 1 + 1 = 11$$

$$9 + 2 = 11.$$

Le passage à la dizaine est exercé avec les bobines jusqu'à ce que les enfants puissent compléter seuls et sans difficultés les dizaines.

On exerce le passage à la dizaine à l'envers avec des boîtes à biscuits. Il y a 10 biscuits dans une boîte, 3 dans une seconde. 4 enfants mangent un biscuit. Attention: Il faut toujours vider d'abord la boîte entamée, donc:

$$13 - 3 - 1 = 9$$

$$13 - 4 = 9$$

Pendant longtemps, les enfants écrivent pour chaque problème le calcul long et le calcul court.

Cette structure rigoureuse permet à chaque enfant de maîtriser les nombres de 1 à 20 et d'éprouver ensuite du plaisir à résoudre des problèmes plus difficiles. En 2^e année, dans l'étude des nombres de 1 à 100, on peut revenir sur ce qu'on a exercé et compris auparavant et s'attaquer avec courage à de nouveaux problèmes.

4^e à 6^e années

L'objectif de ces années est de consolider le savoir-faire des élèves en calcul afin de poser les fondements d'une pensée cohérente. C'est très important pour la maîtrise de la matière plus complexe des degrés suivants. Malheureusement, nous constatons qu'en mathématiques, le passage au secondaire n'est plus assuré.

Comme aujourd'hui, dès les premières années du primaire, le matériel pédagogique *Bertelsmann* met davantage l'accent sur la créativité que sur une pensée mathématique structurée. Il néglige de manière impardonnable les fondements valables pour tous, si bien que l'on observe en 4^e, 5^e et 6^e de graves lacunes chez les élèves.

Il ne faut pas sous-estimer les effets que cela exerce sur l'âme enfantine: Les élèves n'ont plus le courage de faire face à de nouvelles exigences, se mettent à éviter les problèmes, ont le sentiment de ne pas pouvoir maîtriser la matière. Une partie de ces élèves ne se contentent pas d'éviter les problèmes, ils perturbent la classe. De plus, les méthodes d'apprentissage individuel les ont habitués à n'en faire qu'à leur tête. Nombreux sont ceux qui obéissent de mauvaise grâce aux instructions de l'enseignant.

Dans l'évaluation des matériels pédagogiques des classes de 4^e à 6^e années, nous autres enseignants qui avons une expérience de plus de trente ans de ce degré avons fait abstraction de cette hypothèque supplémentaire. Nous avons fait comme si les élèves entrés en 4^e avaient un bagage et un comportement normaux. Aujourd'hui, les meilleurs pédagogues sont censés remédier à ces graves défauts. Heureux les enseignants qui peuvent utiliser leur longue pratique de travail et de réflexion comme base pour la «remédiation». Les ouvrages des Editions *Klett* ne sont d'aucun secours et surtout pas dans cette tâche

Aidez-nous à sauver notre culture scolaire

C'est sous cette devise que l'association «Pro Schulmuseum Bern» (En faveur du musée scolaire de Berne) s'est formée. Quelques professeurs à la retraite se sont fixé comme objectif de continuer à mettre à disposition de l'école publique leurs forces, leur savoir et leur cœur et de s'engager de manière bénévole en faveur du «maintien de la mémoire culturelle». Tout spécialement pendant l'Année internationale du travail bénévole la visite des archives du musée scolaire et l'immense engagement qui y est effectué nous a beaucoup impressionnés.

Dans l'article contenant le but de l'association (qui a entretemps été transformée en fondation), le large champ d'activité est décrit: «Le musée scolaire de Berne est une institution permanente sans but lucratif au service de l'école publique et de la formation des enseignants. Il est accessible au public. Le musée collectionne, achète, conserve et fait des recherches dans le domaine du bien culturel de l'école, des enseignants et de leur formation. Au premier plan sont le matériel pédagogique, les conceptions de l'enseignement, les

médias, les institutions et les produits de l'enseignement. Le musée organise des expositions et met à disposition ses objets pour des buts de recherche.»

Une partie des buts caractéristiques sont en outre que «les objets de la culture scolaire sont mis à disposition de la recherche» ou qu'il y a la possibilité de «confronter des étudiants de la Haute école pédagogique de Berne à des témoins de l'époque». Au regard de l'engagement privé nécessaire pour le sauvetage de ce bien culturel, on a de la peine à se défaire de l'impression que la politique scolaire actuelle a très peu d'intérêt à son propre développement puisque on laisse la sauvegarde de son histoire à une initiative née plutôt par hasard. Par contre on engage d'énormes sommes pour le développement de matériel pédagogique souvent douteux qui est de surcroît édité à grand frais et destiné à un emploi unique!

En tout cas, il est chaleureusement conseillé à tous nos lecteurs et lectrices de visiter la page Internet www.schulmuseumbern.ch ou de visiter le réel Musée scolaire situé sur le domaine du château de Köniz dans le canton de Berne.

Lancer des ponts entre entreprises et écoles

par Dieter Sprock

Karl-Heinz Schmidt, mathématicien diplômé au centre de technologie et de fondations d'Imenau («Technologie- und Gründerzentrum Imenau») encourage le développement du personnel qualifié, avec l'appui des moyens régionaux de l'économie, de l'université et des écoles, dans le cercle d'Imenau et le cercle du land de Thuringe. Des projets et l'introduction précoce et systématique de matières relevant des sciences naturelles et techniques dans les écoles primaires, ainsi que le développement renforcé de compétences en sciences naturelles, ont pour but d'augmenter l'orientation vers les métiers techniques de la région.

Un des projets s'appelle par exemple: «projet modèle pour apprendre par l'expérimentation dans les écoles primaires du cercle d'Imenau selon l'exemple de la photovoltaïque (PV)». Il s'agit de permettre à des enfants de l'école enfantine jusqu'à la 4^e année primaire de réaliser des boîtes de maquettes avec lesquelles ils vivent la technique photovoltaïque et solaire et de les construire eux-mêmes. Le but est d'éveiller la compréhension enfantine et avant tout la curiosité pour le développement technique. Un professeur émérite, dans la région on l'appelle le pape du solaire, s'occupe d'énergies renouvelables; il a fondé une association à l'université et il a développé des modèles adaptés aux enfants. Des cofrets dignes d'attention et très intéressants ont été réalisés qui peuvent être empruntés par les écoles et les instituteurs pour être utilisés dans leur enseignement. A cette occasion, les enfants peuvent tester de façon autonome, leurs connaissances basiques en tant que modèles. Un cycliste par exemple, sur la base d'une énergie obtenue par la photovoltaïque, fait avancer une bicyclette.

La «TECHNOLOGIE DE LA REGION D'ILMENAU-ARNSTADT» à laquelle collabore Karl-Heinz Schmidt, a aussi organisé la manifestation appelée «la longue nuit de la technique» – c'est une appellation qui a

entre-temps été introduite. Bien des universités présentent ainsi les résultats de leurs recherches à un large public. Il y a trois ans, il a proposé au recteur de l'université de faire de cette manifestation, qui était jusqu'alors une pure promotion personnelle des scientifiques, un événement régional, «à l'occasion duquel nous adressons la parole en particulier aux enfants, aux parents et aux grands-parents, en leur montrant de façon très simple de quoi nous nous occupons ici. Car c'est aussi un défi pour les scientifiques de s'asseoir et de ramener leurs objets et idées hautement scientifiques un niveau très simple; ce n'est pas tellement aisé. Des scientifiques savent bien mieux s'entretenir entre eux que de transmettre à un enfant les choses de façon qu'il les comprenne et que son intérêt soit éveillé pour qu'il s'en occupe», dit Karl-Heinz Schmidt.

La population est aussi informée de tout ce qui se fait dans sa région dont une partie lui vaut une attention mondiale. Rares sont ceux qui savent qu'il y a à Imenau un Institut de Fraunhofer qui a élaboré une solution globale pour la gestion de l'eau et des eaux usées de la ville de Pékin. Et comme la solution fonctionne entre-temps depuis plus de deux ans avec un tel succès, on s'est décidé du côté chinois à faire la même chose pour Shanghai. Il paraît qu'on y travaille en ce moment.

A l'occasion d'une autre «longue nuit de la technique» à l'université de Imenau, Karl-Heinz Schmidt a obtenu que les entreprises participent. Même des firmes récemment installées ont montré non seulement qu'elles collaborent avec l'université, mais encore ce qu'elles produisent et quelles personnes elles occupent. Plus de 15000 visiteurs sont venus un vendredi soir entre 17 heures et minuit: «des jeunes gens, des enfants, des parents et grands-parents avec leurs enfants sont allés d'une station à l'autre. Là-bas, dans notre cabane de pêcheurs (une ancienne verrière), nous avons installé une station de haute énergie physique. On y a déclenché des éclairs».

A Erfurt, Karl-Heinz Schmidt a organisé une «longue nuit de la technique» pour les entreprises. Elles ont ouvert leurs portes et montré comment on répare une turbine d'avion ou comment on construit un changement de vitesse automatique d'une voiture. Le succès a stimulé les organisateurs. Il est prévu qu'à l'occasion de la prochaine «longue nuit de la technique», des groupes de travail dirigés par des étudiants s'occupent d'enfants et les familiarisent avec la technique des robots et leur montrent comment cela fonctionne, afin de créer une liaison avec l'université technique.

Entre-temps, on a réussi à convaincre des entreprises de s'occuper d'un sujet qui est connu en Allemagne depuis de nombreuses années: «la jeunesse cherche» (Jugend forscht). C'est un concours auquel les régions peuvent participer comme elles l'entendent. Des élèves d'écoles des métiers, d'écoles professionnelles et de gymnases y prennent part. Mais pour l'instant tout dépend du fait qu'il y ait des professeurs de physique, de chimie ou de biologie qui s'enthousiasment pour cela. Schmidt affirme: «Les écoles et les enseignants choisissent eux-mêmes les sujets. J'ai dit aux entreprises: organisez des stages pratiques et ouvrez vos portes aux élèves! Cela a existé autrefois, puis ça a disparu, mais à présent, ça recommence tout doucement».

«Pendant vingt ans, on a bouleversé les écoles et complètement changé les contenus. On a cessé de structurer les matières qui permettaient aux enfants d'apprendre de façon systématique et de recourir dans chaque branche à une structure. Ni en écriture, ni en mathématique. Il ne savent plus du tout construire une phrase – ils savent peut-être que les noms prennent une majuscule et les verbes une minuscule, mais ils ne font pas la différence – et ils manquent de structure en mathématique. Ils n'ont assimilé aucune structure de base à laquelle ils pourraient recourir, dont ils pourraient dire: oui, j'ai compris cela, et à par-

tir de là, je fais le pas suivant. C'est la conséquence de méthodes d'enseignement erronées et de la structure systématique absente des moyens d'enseignement qu'on impose aux professeurs. Et les millions qu'on attribue actuellement à la formation ne sont pas affectés à l'amélioration de l'enseignement, mais foutent le camp pour le travail social et pour réparer les dégâts causés par l'école. A la fin de la première année, les enfants écrivent déjà des compositions. Ils ne savent pas encore écrire les mots, que la ponctuation soit correcte, que ça forme une phrase ou non n'intéresse personne, il n'y a qu'à tout écrire comme ça vient. Et quand on demande: «Comment va-t-on une fois remettre de l'ordre dans tout cela?», on vous répond: «Eh bien, ça se fera tout seul.» Là, je ne comprends plus. Nos enfants avaient une longueur d'avance parce qu'ils avaient beaucoup appris par la lecture».

Karl-Heinz Schmidt continue: «L'industrie devrait au fond s'adresser à l'école et dire: «Ce sont les entreprises et les entrepreneurs qui paient tout ça. Plus tard, c'est eux qui doivent se débrouiller avec ça et à présent nous aimerions, s'il vous plaît, que ça soit fait différemment. Si l'industrie ne fait pas ça, elle n'assume pas sa responsabilité, alors elle ne pourra pas pester plus tard si elle n'obtient pas des gens qui sont capables de répondre aux exigences.» Karl-Heinz Schmidt est conscient que ça ne peut pas se faire du jour au lendemain, «mais nous devons réfléchir aujourd'hui à ce dont nous aurons besoin demain». Il considère que c'est de son devoir de sensibiliser les entreprises à cela. Il est persuadé que la jeunesse peut être motivée pour la performance, aujourd'hui comme hier. Il se considère lui-même comme un constructeur de ponts entre les entreprises et l'école: «Si je réussis à établir une liaison avec les entreprises, du jardin d'enfants en passant par l'école primaire jusqu'au gymnase, j'aurai fait un bon bout de chemin, et c'est ça qui m'encourage.» Et on le croit sur parole. •

«Savoir compter et calculer ... »

suite de la page II

de remédiation importante pour les élèves et pour leur carrière scolaire.

Rechnen 4.-6. Klasse, Lehrmittel-Verlag des Kantons Zürich, Dr. R. Honegger (env. 1950–1978)

Dans les manuels uniques de mathématiques des années 4 à 6 de R. Honegger, l'introduction aide remarquablement les élèves à comprendre les bases du calcul: Les manuels procèdent par petites étapes; ils font appel à la pensée logique et les problèmes proposés sont suffisamment nombreux pour permettre une bonne acquisition des notions. Un accent particulier est mis sur une réflexion sur les concepts numériques et les procédures de calcul. Puis vient l'étape la plus importante: les exercices. Selon Honegger, il faut être très attentif aux progrès de l'aptitude à calculer car le savoir mathématique disponible en mémoire est absolument nécessaire au développement de nouvelles connaissances mathématiques. Seule la maîtrise des fondements libère les forces intellectuelles nécessaires à la maîtrise des raisonnements nécessités par les problèmes plus complexes.

C'est pourquoi les trois manuels de ce degré mettent un accent particulier, dans les calculs, sur une standardisation de la procédure. La première étape est présentée en détail (sans les nombreux détours des méthodes actuelles), ce qui facilite la compréhension des élèves.

Dans ce matériel pédagogique, le calcul mental pur et le calcul mental dans lequel un problème reste visuellement présent occupent une place centrale. Les élèves s'exercent à se représenter les nombres, font appel à des images et acquièrent ainsi une notion très importante, la représentation des nombres.

7^e à 9^e années

Depuis assez longtemps, les enseignants de ce degré reçoivent des élèves qui sont mal

préparés aux nouvelles exigences de l'enseignement des mathématiques. Beaucoup de choses ont été abordées à l'école primaire, peut-être travaillées mais pas consolidées. Aussi, par la suite, les élèves ne sont-ils pas en mesure de simplifier une fraction, de résoudre des équations simples, de faire de tête les multiplications les plus élémentaires, etc. Souvent les enseignants doivent expliquer des choses qui devraient faire partie des outils parfaitement maîtrisés. Cela empêche de travailler rapidement et fait perdre un temps précieux.

Beaucoup d'élèves ne parviennent pas, à ce degré, à combler leurs lacunes et cela a des conséquences tragiques pour leurs choix professionnels. Un apprenti opticien qui a dû interrompre son apprentissage a raconté qu'il avait choisi la profession d'opticien parce que des membres de sa famille avaient de sérieux problèmes de vue. Mais ses connaissances déficientes en mathématiques ont fait qu'il a peu à peu perdu pied à l'école professionnelle et a finalement dû mettre fin à son apprentissage. Outre les dommages subis dans ces situations par les individus, il convient aussi d'envisager d'une manière générale les dégâts causés à l'économie du pays. Finalement, l'instruction était jusqu'ici une de nos principales matières premières.

Arithmetik und Algebra 1/2/3 Lehrmittel-Verlag des Kantons Luzern, Dr. Robert Ineichen (de 1972 à aujourd'hui)

Ces manuels sont destinés aux écoles secondaires. Tous les trois contiennent à la fois la théorie et les exercices qui doivent permettre aux élèves de travailler individuellement. La théorie est formulée de manière très accessible tout en étant mathématiquement correcte. Chaque chapitre contient de nombreux exercices. (Cela dit, on aurait souhaité davantage d'exercices dans certains chapitres.) Dans sa préface, l'auteur écrit qu'il a tenu compte des mathématiques «modernes» (1972), notamment de la théorie des ensembles, qu'il n'aborde cependant que

là où elle clarifie et simplifie les choses. Pour lui, il est important que les élèves acquièrent la maîtrise du calcul, d'où le choix de contenus que les élèves peuvent vraiment maîtriser. Il a volontairement évité une rupture avec l'enseignement traditionnel des mathématiques.

Pour terminer, mentionnons encore qu'on remarque que l'auteur a été professeur au Technicum de Lucerne et à l'Université de Fribourg. Le choix des problèmes et les graphiques, souvent (sur papier millimétré) montrent qu'il attache beaucoup d'importance à la nécessité de fondements mathématiques solides pour les sciences et les techniques.

Postface

Ce rapport concerne quelques matériels d'enseignement des mathématiques alémaniques destinés aux années 1 à 9 et jugés bons à très bons. Comme ils ne sont plus en usage, on pourrait les rééditer en les actualisant et les faire utiliser, mais seulement par des enseignants expérimentés qui connaissent bien les difficultés auxquelles se heurtent les élèves. A l'avenir, il faudrait renoncer à un graphisme sophistiqué et coûteux qui n'ajoute rien ou presque rien à la qualité mathématique. Il en va de même du flot de compléments pédagogiques qui nous vient de l'UE et submerge nos écoles. Ce serait certainement un bienfait pour les budgets scolaires des cantons et des communes.

Pendant les problèmes des professions techniques, des cursus de sciences et de médecine ne sont pas dus uniquement aux matériels d'enseignement. Il faudrait également soumettre à un examen critique les théoriciens de la pédagogie des départements de l'Instruction publique et des Hautes Ecoles pédagogiques qui, avec leurs mauvaises théories (elles aussi en provenance de l'UE) concernant les méthodes d'apprentissage et la formation des maîtres ont produit une génération d'enseignants incapables d'amener les élèves au niveau des générations précédentes.

N'importe quel ouvrier perdrait son emploi s'il créait autant de «produits défectueux» qu'on en fabrique dans nos écoles.

A cela s'ajoute que les nouvelles lois scolaires et les nouveaux programmes contiennent déjà de mauvaises théories concernant l'enseignement dont il faut débattre de toute urgence. Ainsi, dans le nouveau programme du canton de Zurich, on peut lire qu'en 1^{re} année, il faut juste aborder mais pas étudier à fond et surtout pas consolider le calcul à l'aide de symboles. Si l'on veut remédier à la situation, il faut que le pouvoir politique envisage des modifications de programme.

Si les enseignants d'autres cantons ont fait des expériences analogues, nous leur serions reconnaissants de nous écrire et de nous envoyer éventuellement d'autres matériels pédagogiques. En unissant ses forces, la Suisse, habituée au système de milice, réussira sans problème à apporter les correctifs nécessaires.

Conclusion

Il s'agit donc d'utiliser nos capacités pour actualiser des matériels d'enseignement de qualité et les mettre à la disposition des écoles. Autrefois, avec d'excellents manuels logiquement structurés et compréhensibles, nos enfants développaient des savoirs et les aptitudes de base nécessaires à la compréhension des mathématiques jusqu'au niveau universitaire. Aussi la Suisse n'avait-elle pas de soucis à se faire quant à la relève dans l'enseignement supérieur. Nous autres Suisses n'avons jamais eu à redouter la comparaison avec les autres pays.

La Suisse n'a pas besoin de matériels pédagogiques importés de l'UE (par exemple ceux des éditions allemandes Klett et Bertelsmann) qui font de nos élèves des analphabètes mathématiques et affaiblissent la compétitivité économique du pays. •

Source: Groupe de travail «Mündige Lehrer», Zeit-Fragen, Postfach, 8044 Zürich, E-mail: redaktion@zeit-fragen.ch www.zeit-fragen.ch

«Avec le processus de Bologne, tout a été uniformisé»

Interview de Franz Schmidt

hd. Le démantèlement et la régulation de la formation au-delà de toute raison, passant outre tous les critères humanistes et scientifiques et détournant les structures démocratiques, n'a pas lieu seulement en Suisse. L'entretien suivant avec Monsieur Franz Schmidt – entrepreneur et privat-docent à l'Université Technique d'Ilmenau en Thuringe – met en lumière les effets de Bologne et de PISA en Allemagne. On peut constater les mêmes résultats dans tous les pays qui se sont soumis au dictat de la formation anglo-américaine.

Horizons et débats: Monsieur Schmidt, vous enseignez l'électrotechnique à l'Université Technique d'Ilmenau; de plus, vous êtes entrepreneur, vous dirigez l'entreprise «TechnoTeam für Bildverarbeitung» (Le traitement d'images). Ce sont deux activités intéressantes mais exigeantes, qui requièrent des aptitudes aussi bien techniques qu'entrepreneuriales.

Franz Schmidt: Oui. J'ai fait mes études ici à Ilmenau, j'ai terminé mes études en 1971 avec l'obtention de mon diplôme et je travaille depuis lors à l'Université dans la formation et la recherche, d'abord en tant que collaborateur scientifique et ensuite en tant que chargé de cours.

Avec le tournant en 1989/90, il y a eu aussi à l'université une nette rupture. La question se posait alors de savoir comment on allait poursuivre. Depuis le milieu des années 70, nous avions un groupe de chercheurs qui fonctionnaient bien dans le domaine du traitement d'images et nous avions de bonnes relations avec l'industrie, en particulier avec Zeiss Jena pour qui nous fournissions des prestations en recherche. Le groupe était au bord de l'écroulement car, entre les années 1991 et 1993, les salaires augmentaient à l'université beaucoup plus lentement que dans l'économie privée. Le risque était que les jeunes gens se dirigent vers l'industrie ou d'autres universités, parce qu'ils gagnaient plus là-bas. C'est là que nous nous sommes décidés à créer l'entreprise, au début sans collaborateurs. Nous avons gardé les jeunes gens en leur donnant des contrats d'entreprise pour prestations individuelles. Cela a bien marché. Après, l'entreprise s'est développée automatiquement.

Combien d'employés avez-vous actuellement?

A partir du premier janvier, ils seront 20.

Que doit-on se représenter en tant que profane sous le terme «traitement d'images»?

Nous avons effectué beaucoup dans la technique d'automatisation. Partout où l'on peut obtenir des informations grâce aux images, par exemple sur des distributeurs automatiques, qui remplissent des récipients quelconques, des bouteilles de vin ou de bière ou autre, et où la qualité et la propreté doivent être contrôlées, on peut utiliser une caméra et obtenir à travers des données visuelles transmises à l'aide d'un ordinateur les informations souhaitées.

Nous avons également trouvé un créneau dans le domaine de la mesure de la lumière. Nous mesurons tout ce qui brille: les lampes et les phares sur les véhicules et à d'autres endroits. Nous avons développé ce domaine en coopération avec la branche spécialisée dans la technique de la lumière de notre université. Depuis lors, il constitue la moitié de notre chiffre d'affaires. Par exemple, dans le domaine des véhicules, les phares lumineux et tous les rétroéclairages des interrupteurs doivent concorder dans leur couleur et leur luminosité.

Là, nous avons une chaîne de valeur ajoutée relativement longue: Quelqu'un produit des LED, un autre les installe sur une plaque conductrice, qui est ensuite livrée à un fabricant de climatiseurs, lequel installe celle-ci dans cet appareil et livre celui-ci au fabricant d'automobiles, qui, à son tour, l'encastre dans l'automobile. A tous les angles, il faut vérifier le cas échéant si la lumière, qui en ressort, est correcte.

Nous développons et construisons également de grands appareils, avec lesquels on

relève les mesures des grands luminaires pour les laboratoires, la sphère habitée et le champ de travail ou pour l'éclairage des routes. Nous livrons aux fabricants de tels luminaires, dans le monde entier, les appareils appropriés et les techniques de mesure. Voilà le genre de choses que nous accomplissons.

Vous enseignez en outre à l'université?

J'occupe à l'université un poste à mi-temps pour les bases de l'électrotechnique. Actuellement, je suis directeur de notre département, car mon professeur est parti en retraite et nous n'avons pas encore de remplaçant. Tous les étudiants ingénieurs doivent accomplir la matière «bases de l'électrotechnique». En ce moment, j'ai 1200 étudiants.

Un si grand nombre? Est-ce que ce n'est pas une grande charge pour vous?

Pour le département, c'est une charge diabolique. Pour les cours magistraux, la situation est encore tenable. Je tiens deux cours magistraux avec 600 étudiants chacun. Je n'ai pas de place pour enseigner 1200 étudiants à la fois. En outre, nous effectuons avec des groupes séminaires des exercices de calcul avec environ 30 personnes; cela surmène le département réellement.

Un grand nombre d'étudiants n'est pas du tout en mesure de répondre aux exigences requises par les études, et ceci aussi bien au niveau de ce qu'ils ont appris que de leur attitude face à l'apprentissage. En Allemagne, on discute au moins depuis 15 ans sur le système éducatif. Tous – les parents engagés, les enseignants mêmes, les responsables dans les administrations scolaires – sont d'avis que cela n'a plus beaucoup de valeur. Cette discussion existe depuis 15 ans; pourtant, rien n'a changé, c'est même pire.

Avant tout dans votre département?

Au niveau de la formation gymnasiale en général. Par exemple, on a réduit de moitié les leçons d'allemand dans les lycées. Et cela, on le remarque. J'ai des étudiants capables qui ont effectué chez moi un mémoire de maîtrise ou rédigent aujourd'hui un mémoire de Master et apportent d'excellents résultats; mais on ne peut plus lire leur mémoire.

Qu'en est-il des aptitudes en mathématiques?

C'est une autre histoire, ce sont des choses spécifiques. Mais l'allemand est la base de tout. La formation gymnasiale était autrefois l'expression de la maturité à la fin du degré secondaire et représentait une formation humaniste, qui comprenait un vaste éventail. J'ai encore appris l'astronomie ou la biologie convenablement; cela faisait partie de la formation générale, quand on effectuait une formation gymnasiale, même si je ne me suis jamais plus occupé de plantes après. Avec le système de cursus, que nous poursuivons en ce moment, on peut choisir prématurément sa spécialité, pas en vue de son chemin de vie futur, mais pour obtenir une bonne note à la maturité. Nous demandons aux étudiants ingénieurs qui débutent ici, à chaque fois, qui a abandonné la physique au lycée. Ce sont 30%. Pas étonnant que beaucoup ne réussissent pas leurs études d'ingénieur et quittent l'université prématurément.

Pouvez-vous dire combien environ ne terminent pas leurs études?

Cela dépend, parfois ce sont jusqu'à 50%. Ces dernières années, nous avons en Allemagne en général trop peu de candidats pour les études d'ingénieur; nous aurions pu en former beaucoup plus, et il faut ajouter aussi que beaucoup, parmi ce nombre restreint de candidats, ne réussissent pas leurs études. Tôt ou tard, il y aura ici en Allemagne, côté industrie, une grande colère. Nous avons déjà actuellement un déficit d'environ 100 000 ingénieurs. Si cela continue, l'Allemagne se désindustrialisera.

Depuis 100 ans, nous donnons une formation raisonnable aux techniciens, aux ingénieurs d'écoles professionnelles ou aux ingénieurs et ingénieurs diplômés. Avec le

processus de Bologne, tout a été uniformisé. Maintenant, nous n'avons que des Bachelors et Masters. Nous avons des écoles de technicien, nous avons des écoles professionnelles, qui formaient d'excellents ingénieurs avec un rapport pratique clair, et nous avons des écoles supérieures et des universités dans l'ancienne RDA tout comme dans la République fédérale; chez nous, les écoles professionnelles se nommaient écoles supérieures d'ingénieurs. Les différentes écoles existent encore aujourd'hui, mais elles pratiquent toutes la même chose: Bachelor et Master. Avec le processus de Bologne, tout a été uniformisé.

Au début, l'économie a promu ce processus, parce qu'elle pensait que les Bachelors étaient moins chers: Nous recevons des salaires moins rémunérés et nous pouvons bien nous-mêmes leur apprendre ce que les ingénieurs diplômés savent en plus. Telle était l'intention. Cependant, cela ne fonctionne pas. Depuis, on a compris que cela ne suffit pas de transmettre de vagues compétences, mais qu'on a besoin d'un réel savoir professionnel et d'un savoir-faire.

On nous a dit que la souplesse du système serait plus élevée grâce à Bologne; cela n'est pas vrai, elle est encore plus mauvaise. Autrefois, nous avions en électrotechnique plus de deux semestres de cours magistraux intensifs et encore un complément au cours du troisième semestre ainsi qu'un stage pratique en plus. Après deux ans, on a fait passer un examen sur les bases électrotechniques. Nous avons ainsi obligé les étudiants à retravailler, après deux ans, tout le contenu des quatre semestres. Si je répète le contenu sous une forme concentrée, quelque chose reste gravé dans l'esprit. Tout cela est aboli à présent. Maintenant, nous n'avons plus que deux semestres, et après chaque semestre, on reçoit un certificat après une interrogation écrite, et on obtient alors des crédits. Les étudiants doivent collectionner un certain nombre de points de crédits, afin d'obtenir le Bachelor ou plus tard leur Master. Quand le premier semestre est passé et que le deuxième commence, ils ont déjà tout oublié ce qu'ils ont appris au premier semestre. Comme cela s'est achevé sur cette interrogation, ils considèrent qu'il n'y a plus à s'en faire.

Ce qui a été appris n'est plus approfondi?

Oui. Nous avons pratiqué, il y a quelques années, quand nous avions encore à Ilmenau une formation de diplôme, un examen de deux heures, une heure de préparation écrite et une heure d'examen oral, bien entendu après deux ans. Aujourd'hui, il n'existe presque plus d'examen oral; la continuité manque complètement. Après le Bachelor, l'étudiant doit s'inscrire de nouveau pour l'étude du Master, donc poser sa candidature une nouvelle fois. C'est une rupture significative. Beaucoup vont après le Bachelor dans l'économie privée. La formation du Bachelor n'est pourtant pas une qualification professionnelle. Elle n'est donc pas comparable avec celle des écoles professionnelles d'apparant.

Peut-être avait-on au début encore des illusions, mais depuis chacun sait que cela ne fonctionne pas comme ça. Pourtant, on ne parvient pas encore à ouvrir la porte jusqu'à la conférence des directeurs d'écoles supérieures et des ministres de la Culture. Entre temps, chaque école supérieure réfléchit elle-même sur les issues:

Nous étions si fiers naguère de notre système universitaire allemand. On ne doit pas forcément remonter jusqu'à Humboldt, mais nous avions alors du savoir. Toutefois, maintenant il existe toute une série de jeunes collègues qui ne savent plus comment c'était avant.

Beaucoup de choses essentielles qui sont importantes pour la société ne sont pas du tout traitées au plan scientifique, ou bien elles

sont traitées de manière contre-productive. Cela touche la pédagogie, les sciences économiques – bref, ce qu'on nous sert comme idées en ce moment, et nous pilotons d'une crise à l'autre. Prenons les sciences politiques ... Il faut le dire: La société est très, très malade.

A votre avis, que faut-il changer dans la formation?

A mon avis, c'est le problème général de notre société, qui met la liberté au-dessus de tout, ce qui veut dire être libre dans tout. Cela signifie aussi que l'enseignant peut faire ce qu'il veut, que personne ne peut lui dire par exemple en dixième classe ce que les élèves doivent savoir en mathématiques, en physique, en allemand et dans d'autres matières. La méthode qu'il utilise, c'est son affaire, mais les enfants doivent savoir ceci et cela. Au dernier semestre, j'avais un groupe d'étudiants qui voulaient collaborer. On voyait littéralement comme les têtes fumaient quand on avait un devoir de calcul, mais ils n'étaient pas capables de participer activement. C'étaient des étudiants intelligents et travailleurs, mais ils avaient des lacunes infinies dans leur savoir. Le groupe de ce genre d'étudiants a augmenté énormément ces dix dernières années et encore plus ces cinq dernières années. Les enseignants du lycée sont aussi désespérés.

Un autre point constitue l'accompagnement dans les universités. Dans notre université, nous discutons actuellement de la manière dont on pourrait revenir à un système d'accompagnement raisonnable. Nous réalisons en ce moment un test modèle avec un groupe séminariste. Ici, nous prolongeons dès le début le premier semestre de 5 semaines pour permettre aux étudiants qui sont aptes au métier d'ingénieur, mais qui ont des déficits dans les matières scolaires, de réussir leurs études. Puis, nous réfléchissons à la manière dont on pourrait relayer de bonne heure les étudiants à un département. Nous avons dans la faculté d'électrotechnique une série de départements, courants forts et courants faibles (Dickströmer und Dünnströmer), donc les techniciens en énergie et les techniciens en informations etc. Pour chaque groupe de 15 à 30 étudiants, un collaborateur scientifique doit être responsable. Ce dernier doit être informé des performances d'examen des étudiants, afin de remarquer quand quelqu'un dévie. Autrefois, quand je m'occupais de groupes séminaires, je savais les notes de chacun; aujourd'hui, tout cela est très secret. Les étudiants doivent être forcés de participer, à intervalles réguliers, par exemple toutes les 4 semaines, à une rencontre avec le responsable. Là, on discute des questions ouvertes. Autrefois, l'on devait rédiger environ toutes les 4 semaines un petit mémoire de séminaire. Le cas échéant, on donnait des instructions, lors de la rencontre, sur la manière dont on étudie; beaucoup ne le savent plus aujourd'hui. On ne leur fait plus apprendre la coopération à l'école. Certes, il existe des travaux de projets, mais de nombreux étudiants ne sont plus aptes à travailler en commun. Quand je leur explique que cela ne marche pas sans coopération, ils me regardent avec de gros yeux et ne savent pas ce que je veux dire. Ce n'est pas qu'ils me contredisent, mais ils ne comprennent tout simplement pas ce que je veux dire. Apparemment, la société, l'école ou autre les ont tout à fait privés de l'apprentissage du travail en commun. Ce sont seulement des individualistes. Heureusement qu'il en existe d'autres avec lesquels la coopération fonctionne parfaitement. Mais un net pourcentage de 30 à 50% n'est pas en mesure de faire des études raisonnables.

C'est effrayant. Merci pour l'entretien et nous vous souhaitons beaucoup de succès dans votre travail.

**Cherchez-vous une idée pour un cadeau de Noël?
Pourquoi pas un abonnement-cadeau à Horizons et débats!**